



Dimitra Bulletin

GENRE, FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT

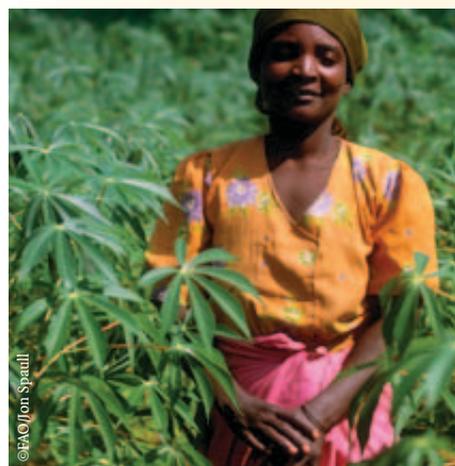


- ◎ **Les clubs d'écoute communautaires Dimitra en marche**
- ◎ **Directives volontaires de la FAO**
- ◎ **Recherches sur le terrain au Niger**

Amies lectrices, amis lecteurs,

Sommaire

- 3 | Dossier : Les clubs d'écoute communautaires Dimitra
- 3 | Niger et RDC – Les clubs d'écoute communautaires Dimitra en marche
- 5 | Niger – Evaluation de l'impact des clubs d'écoute communautaires
- 7 | RDC – Ecoles pratiques d'agriculture et de vie et clubs d'écoute communautaires, ensemble pour combattre la pauvreté et la faim
- 9 | Des clubs d'écoute Dimitra dans de nouveaux pays !
- 11 | Niger – La Cigaba renforce l'union à travers le warrantage
- 12 | Niger – Intégrer le genre dans le processus d'innovation en milieu rural
- 14 | La FAO aux côtés des agricultrices du Niger
- 15 | FAO – Approbation des Directives volontaires
- 16 | Portraits de Femmes – Elisabeth Atangana
- 18 | Mozambique – Surmonter les problèmes de genre liés aux droits fonciers
- 19 | Ouganda – Aller à la rencontre des jeunes par le biais du Réseau ICT4D jeunesse
- 20 | L'ACFM – Une plateforme mondiale pour l'unification et la force
- 21 | La politique de la FAO en matière d'égalité hommes-femmes
- 21 | Nouvelles publications FAO
- 23 | Ressources



Nous vous souhaitons la bienvenue dans le bulletin Dimitra 22. Cette édition met en avant les clubs d'écoute communautaires Dimitra, avec plusieurs articles réunis dans un dossier spécial sur l'impact des projets en cours, l'évolution de l'approche et le démarrage de nouveaux projets.

Au Niger et en République démocratique du Congo (RDC), la multiplication des clubs d'écoute et la reproduction de l'approche dans de nouveaux contextes sont autant d'indicateurs du succès de l'approche et de son niveau de durabilité. Au Sud-Kivu, par exemple, une nouvelle formule a été testée avec d'excellents résultats : l'introduction d'écoles pratiques d'agriculture et de vie y a été appuyée par les clubs d'écoute communautaires existants. De plus, un processus d'évaluation de l'impact des clubs a relevé un élément inattendu mais prometteur : la capacité améliorée des membres des clubs à s'engager dans des structures rurales plus formelles. Dans ce sens, les clubs sont un prélude à une participation plus importante des femmes aux organisations paysannes et coopératives rurales.

Le succès des clubs a suscité la mise sur pied de nouveaux projets au Burundi, au Sénégal, en Mauritanie et en RDC (Province Orientale). Sollicité par des organisations et agences diverses, FAO-Dimitra accompagne la mise en œuvre de ces projets sur base de méthodologies participatives sensibles au genre, flexibles et adaptées et dont l'objectif demeure le même : l'autonomisation des hommes et des femmes en milieu rural.

Toujours sur la question de l'autonomisation, signalons que le projet Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire de la FAO met en œuvre au Niger, avec l'ONG VIE Kande Ni Bayra, un projet d'autonomisation d'organisations paysannes membres de l'Union Cigaba. Dans ce pays, la place des femmes dans les organisations paysannes et les questions de genre dans les innovations agricoles ont été explorées dans deux différentes enquêtes menées par la Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural de la FAO, avec le soutien de Dimitra. Les résultats sont présentés dans ce numéro.

La FAO a publié cette année deux documents

essentiels pour la prise en compte des questions de genre dans le développement rural et agricole durable. Il s'agit en premier lieu de sa nouvelle Politique sur l'égalité entre les sexes qui met le genre au cœur des travaux de l'Organisation. Second document, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts ont pour vocation d'aider les gouvernements à protéger les droits de propriété ou d'accès des peuples aux terres, aux forêts et aux pêches.

Dans le domaine de l'accès à la terre, un article présente le projet Terre et genre de la FAO, mis en œuvre au Mozambique. Celui-ci vise à aider la population à revendiquer ses droits et l'Etat à aborder les questions de genre de façon proactive, par le biais d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités, y compris la formation de para-juristes.

La camerounaise Elisabeth Atangana est à l'honneur dans la rubrique Portrait de femmes. Présidente de l'Organisation Panafricaine des Agriculteurs (PAFO) et de la Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC), elle a aussi été nommée Ambassadrice spéciale de la FAO pour les coopératives.

Enfin, ce numéro présente deux réseaux intéressants. L'ICT4D Youth Network, créé en Ouganda par WOUNET (Women of Uganda Network), est une plateforme interactive où les jeunes peuvent discuter et échanger sur l'utilisation et l'utilité des technologies de l'information et de la communication pour le développement (ICT4D). D'un tout autre ordre est l'Alliance contre la Faim et la Malnutrition (ACFM), un partenariat global dont les membres partagent un objectif commun : l'éradication de la faim et de la malnutrition dans le monde.

Je vous souhaite bonne lecture !

Eve Crowley

Conseillère principale et Directrice ad interim
Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural
Département du Développement économique et social
de la FAO

CONTACTEZ-NOUS

FAO Projet Dimitra,
21 rue Brederode,
B-1000 Bruxelles, Belgique
Eliane NAJROS, *Coordinatrice du projet*
Maartje HOUBRECHTS, *Chargée de projet*
Yannick DE MOL et Christiane MONSIEUR,
Spécialistes genre, information et communication
Marie TULLY, *Assistante de projet*
☎ +32 2 5490310 – 📧 +32 2 5490314
e-mail : dimitra@dimitra.org
www.fao.org/dimitra

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la vente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie.

© FAO 2012



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service
Public Fédéral des Affaires Etrangères,
Commerce Extérieur et Coopération au
Développement (DGD) Belgique et de la
Fondation Roi Baudouin.

Niger et RDC | Les clubs d'écoute communautaires Dimitra en marche

Depuis leur création en République démocratique du Congo (RDC) et au Niger, les clubs d'écoute communautaires Dimitra ont suscité un grand intérêt parmi les communautés rurales et les professionnels du développement. Les clubs ont été extrêmement utiles pour mettre en évidence les problèmes d'égalité entre les hommes et les femmes et ceux de la vie quotidienne; ils ont ainsi contribué à l'autonomisation des femmes et aidé les populations rurales, les femmes et les jeunes en particulier, à participer pleinement à la vie de leur communauté et à lutter pour la sécurité alimentaire.

Petit rappel avant tout sur ce que sont et surtout comment fonctionnent les clubs d'écoute communautaires Dimitra... Les clubs d'écoute sont des groupements de femmes, d'hommes ou de jeunes (ou un mélange d'entre eux) qui se réunissent périodiquement pour discuter des questions et des enjeux du développement et leur trouver ensemble des solutions. Dans ce processus axé sur l'action, les stations de radio rurales sont utilisées comme média pour relayer l'information et augmenter le flux de communication, donnant ainsi accès aux connaissances et attirant l'attention sur des thèmes qui ont été définis par les clubs eux-mêmes – pratiques agricoles, sécurité alimentaire, charges de travail réparties inégalement entre hommes et femmes, accès à l'eau et à la terre, assainissement, santé, etc. Les membres des clubs utilisent des radios à manivelle et à énergie solaire pour suivre les émissions et interagir entre eux ou avec d'autres clubs et, dans le cas du Niger, des téléphones portables à chargeur solaire fonctionnant comme une flotte, ce qui permet des appels gratuits entre près de 300 téléphones.

Les clubs d'écoute communautaires sont à la fois un outil et un processus de dialogue pour les personnes et les groupements; ils ont montré qu'ils étaient un moyen efficace pour que les communautés rurales isolées puissent accéder à l'information et établir un dialogue participatif, constituant ainsi de vrais tremplins pour l'action. Grâce à ces clubs, les femmes et les hommes des villages peuvent partager leurs préoccupations, leurs priorités et leurs besoins, obtenir des informations auxquelles ils ne pourraient pas autrement accéder et entreprendre ensemble des activités constructives.

Les chiffres augmentent

L'approche des clubs d'écoute a été utilisée pour la première fois en 2006 au Sud-Kivu (RDC) par Dimitra et son partenaire local, l'ONG Samwaki, après qu'une étude de terrain ait révélé que les agricultrices n'avaient que très peu accès à l'information et à la communication et que l'interaction entre les stations de radio communautaires et les groupements de femmes rurales était inexistante.



Le club d'écoute Kika à Kapolowe (Katanga) a reçu un champ communautaire pour y faire du maraîchage. Ses bénéfices servent à soutenir le club et à fournir des microcrédits à ses membres.

Aujourd'hui, après quelque cinq années d'activités, on compte 12 fédérations de clubs au Sud-Kivu, avec plus de 55 000 membres au total, dont plus de la moitié sont des femmes et des filles. Cinq stations radio communautaires apportent leur concours. En 2009, les activités ont été étendues à la Province du Katanga (RDC) en collaboration avec le REFED-Katanga. A présent, cinq radios participent au projet et les clubs comptent environ 34 000 membres, dont plus de la moitié sont là aussi des femmes et des filles.

L'approche a été aussi adaptée et reproduite dans deux régions du Niger. Depuis leur création en 2009, les clubs ont connu un développement constant et suscité un formidable enthousiasme parmi la population: on dénombre maintenant 500 clubs d'écoute, avec 8 000 membres appartenant à 5 000 ménages, avec un total de 28 000 bénéficiaires indirects, et plus de 5 200 femmes leaders. Dix radios communautaires rurales participent à l'activité.

Preuves de changements positifs

Ce sont les clubs eux-mêmes qui décident de leur mode de fonctionnement, d'où les différences entre les pays et même selon les régions où ils sont opérationnels. Toutefois, les évaluations qualitatives réalisées sur tous les sites montrent des éléments communs: le comportement, les pratiques et la perception des hommes et des femmes dans les communautés rurales concernées ont changé sous l'impulsion des clubs. Ces changements ne concernent pas seulement l'accès à l'information et aux connaissances, mais aussi les pratiques agricoles, l'accès des femmes à la terre, la confiance en soi et le leadership que les femmes ont acquis, ainsi que la mobilisation sociale des communautés.

De nombreux exemples montrent comment les femmes ont pris confiance en elles et sont maintenant des leaders dans leurs communautés. Au Niger, le club d'écoute des femmes de Dantiandou a négocié avec les propriétaires



L'amélioration du statut et du leadership des femmes au sein de la communauté est souvent une conséquence de leur participation active aux clubs.

demander des conseils. Le nombre de dépistages volontaires du VIH/SIDA a augmenté à la suite des débats sur cette question.

L'amélioration du statut et du leadership des femmes au sein de la communauté, au Niger comme en RDC, est souvent une conséquence de leur participation active aux clubs et de l'estime de soi et du leadership qu'elles y acquièrent. Les clubs donnent aux femmes l'occasion d'assumer un rôle actif en tant que participantes à part entière à la vie communautaire, ce qui a des retombées bénéfiques immédiates pour leur crédibilité dans le village. Les clubs d'écoute communautaires ont donné les moyens aux hommes et aux femmes de décider des mesures à prendre pour résoudre leurs propres problèmes.

Clés du succès du projet

Plusieurs éléments clés sont considérés comme indispensables pour le succès de l'approche, notamment:

- 1 **Approche ascendante** utilisée par le projet Dimitra, qui s'appuie sur la participation et l'appropriation des clubs par les populations rurales et qui privilégie les discussions visant à adopter **des modalités d'action réalistes** et à modifier les comportements individuels.
- 2 **Soutien des partenaires locaux** de Dimitra pour faciliter l'ensemble du processus.
- 3 **Sensibilisation au niveau local** (autorités formelles, traditionnelles, religieuses et villageoises).
- 4 **Formation** dispensée aux parties prenantes (femmes et hommes leaders, stations de radio communautaires, agents de vulgarisation agricole, etc.) pour mettre en application l'approche, intégrer le genre dans la communication pour le développement, mobiliser les communautés et les aider à se structurer.
- 5 **Partenariats efficaces** avec les stations radio et recherche d'alliances avec d'autres acteurs et initiatives de développement.
- 6 **Relation à long terme** entre la communauté rurale et les radios communautaires, basée sur la confiance et des contacts fréquents et réguliers.
- 7 **Liens entre les petites organisations et confiance acquise**: deux aspects qui aident les populations à acquérir du savoir et à agir collectivement.

terriens hommes et les autorités traditionnelles un bail foncier de 99 ans qui porte sur une parcelle de 2,75 hectares de bonne qualité où elles peuvent cultiver des légumes. Dans le village de Téra, c'est grâce au club des femmes que le Ministère de l'agriculture a été alerté de la présence de sauterelles dans leur région, tandis qu'à Gassedra les discussions au sein du club ont contribué à réduire la pratique des mariages précoces. Le problème de l'assainissement a pris une importance capitale dans la majorité des villages où les tâches qu'il implique sont maintenant partagées au sein des ménages et au niveau de la communauté.

En RDC, après des années de guerre et d'insécurité permanente dans plusieurs parties du pays, les débats au sein des clubs d'écoute communautaires Dimitra sur la sécurité alimentaire, le VIH/SIDA et la violence basée sur le genre ont contribué à améliorer les conditions de vie des femmes et des hommes ainsi que le statut des femmes dans la communauté. Par exemple, grâce à la modification des techniques de culture, les habitants de Kapolowe (Katanga) n'ont plus besoin d'acheter de farine de maïs, leur production étant maintenant suffisante à leur consommation. Le chef du village a attribué au club d'écoute un champ communautaire pour y faire du maraîchage. Les bénéficiaires servent à soutenir le club et à fournir des microcrédits à ses membres. Les clubs d'écoute jouent aussi un rôle de médiation dans plusieurs villages au Katanga et au Sud-Kivu: on signale que les membres de ces clubs interviennent de façon décisive dans la résolution des conflits et qu'on leur demande souvent leur avis.

La présidente d'un club d'écoute à Mugogo (Sud-Kivu) a expliqué que grâce à leurs discussions (qui sont aussi radiodiffusées) les personnes vivant avec le VIH/SIDA osent venir

Liens avec les organisations paysannes et les coopératives agricoles

Conscients de leurs droits et de leurs forces, des membres des clubs d'écoute ont décidé d'adhérer à des organisations paysannes ou des coopératives agricoles plus larges et plus formelles où ils sont à même de faire entendre leur voix. Les liens étroits qui existent entre les petits producteurs agricoles dans les groupes locaux d'entre-aide, les associations et les coopératives locales sont souvent le point de départ du développement d'organisations rurales solides. Ces relations aident les petits exploitants agricoles à prendre de l'assurance et à acquérir le savoir dont ils ont besoin pour analyser leurs propres problèmes, prendre des décisions en connaissance de cause et agir collectivement. Et qui plus est, ils y gagnent les moyens d'établir des connexions et de constituer des organisations de plus grande taille, comme par exemple des fédérations et des réseaux, qui leur donnent un pouvoir de négociation et une influence accrues dans les processus décisionnels.

Une approche durable

Différents facteurs montrent que l'approche a une grande durabilité: la multiplication des succès; la reproduction de l'expérience par les villages voisins n'ayant pas reçu de soutien du projet; la poursuite des clubs, même en l'absence de soutien.

L'expérience sera maintenant transposée à une plus grande échelle dans d'autres régions du Niger et reproduite dans la Province Orientale de la RDC et dans d'autres pays comme la Mauritanie, le Sénégal et le Burundi (voir article page 9-10).

Niger | Evaluation de l'impact des clubs d'écoute communautaires

Après trois ans de mise en œuvre du projet clubs d'écoute communautaires Dimitra au Niger, un processus d'évaluation participative d'impact a été lancé afin d'examiner les résultats obtenus, notamment les changements induits par la dynamique des clubs. Le processus d'évaluation s'est fait en deux temps : une étude de terrain et un forum rassemblant toutes les parties prenantes.

Après une collecte de données réalisée à l'aide d'un questionnaire de base auprès de deux tiers des clubs d'écoute Dimitra, soit 380 sur 420, des rencontres ont eu lieu avec les membres des clubs pour examiner les changements dans les conditions de vie que ceux-ci ont pu constater, au niveau individuel et communautaire. Pour mieux les partager et valider, les résultats de ces rencontres ont été enregistrés et diffusés par les radios communautaires.

Un Forum d'évaluation d'impact a ensuite été organisé les 22 et 23 mai 2012 à Niamey, réunissant une cinquantaine d'hommes et de femmes membres des clubs d'écoute en provenance de toutes les zones couvertes par le projet. Le premier jour a été l'occasion de restituer les résultats de l'étude de terrain et de présenter les conclusions des discussions menées sur les transformations individuelles et collectives engendrées par la dynamique des clubs d'écoute. Les débats qui ont suivi ont permis de tirer des leçons et d'envisager les perspectives futures.

Le deuxième jour, après avoir visionné un film sur les clubs d'écoute au Niger, les participants ont présenté les résultats de l'enquête de terrain et des débats en présence de la Secrétaire générale du Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (MPPFPE) et des deux Directrices générales pour le leadership féminin et l'autonomisation économique des femmes rurales de ce Ministère. Étaient également présents le Représentant de la FAO, ainsi que des représentants de la coordination des urgences de la FAO et d'autres agences de développement, telles que l'UNICEF, l'UNFPA, la Coopération espagnole, l'Union Européenne, la Coopération technique belge (CTB), sans compter les médias.

Domaines dans lesquels les clubs d'écoute ont eu un impact

Grâce à la dynamique des clubs d'écoute communautaires Dimitra, les membres des clubs ont organisé des débats et ont agi dans divers domaines, ce qui a eu un impact sur leurs propres conditions de vie et ceux de leur famille dans de nombreux secteurs.

☉ Agriculture et élevage

Les membres des clubs rapportent que de nouvelles pratiques agricoles et d'élevage ont été expérimentées et que des techniques plus efficaces et productives sont désormais adoptées, ce qui a eu pour effet d'augmenter la production agricole et de diminuer les déficits alimentaires. On constate également une amélioration au niveau de la répartition des tâches entre les hommes et les femmes. Par exemple, les femmes peuvent à présent louer des carrioles pour transporter des bidons d'eau très lourds, les hommes s'occupent de l'achat du bois, les garçons vont eux aussi puiser de l'eau, etc.

A Bankilaré, 14 femmes avaient créé un jardin. Deux ans plus tard, elles sont 43 à s'en

occuper. Un terrain a été obtenu et subdivisé en planches, alimentées en eau par huit puits. Cette initiative audacieuse pour le milieu a poussé des femmes touareg voisines à constituer un groupement et à envisager de faire une requête à l'Etat pour pouvoir utiliser les puits. L'introduction d'activités maraîchères dans la communauté touareg – où cela ne fait pas partie de la tradition – permet de ravitailler tout le monde pendant toute la saison.

Suite à des formations sur la restauration de terres, l'embouche, les tontines, la gestion des banques céréalières, les techniques de récolte et de conservation de certains produits maraîchers, les villageois savent maintenant où se tourner pour obtenir des informations supplémentaires, par exemple sur les intrants agricoles ou les produits phytosanitaires.

☉ Accès à la terre

L'accès à la terre pour les femmes et leur droit à l'héritage sont un sujet de prédilection pour les clubs. De nombreuses femmes ont obtenu de leur propre initiative un accès sécurisé à la terre, avec le soutien des clubs d'écoute et celui des hommes. Dans la commu-



Le Forum d'évaluation d'impact à Niamey a réuni une cinquantaine de personnes, membres des clubs d'écoute, animateurs radio, et représentants des ministères et des agences de développement au Niger.

naut urbaine de Dantiadou, par exemple, les conseils ruraux ont décidé d'inscrire dans leurs règlements le principe du droit des femmes à l'héritage de la terre selon les principes de la Charia, la loi islamique (1/3 aux femmes contre 2/3 aux hommes), et ceci même à titre rétroactif. A Albarkayze, par exemple, grâce aux discussions retransmises par les clubs d'écoute, une femme a hérité d'un lopin de terre vingt ans après le décès de son père! Il semblerait que ces décisions fassent tâche d'huile et il y aura lieu de faire un suivi de ce changement et de son impact sur les conditions de vie des femmes et des hommes.

☉ Alphabétisation

Suite aux cours d'alphabétisation liés aux rencontres des clubs, la lecture et l'écriture sont devenues une réalité dans ces communautés. Pour certaines femmes, même reconnaître et utiliser le pavé numérique du téléphone est un résultat très important. Tous les clubs demandent que leurs membres, femmes et hommes, soient alphabétisés, ce qui veut dire que la scolarisation des filles et des garçons n'est plus mise en question.

☉ Santé, nutrition et assainissement

Les clubs d'écoute ont reçu des formations sur la santé et la nutrition, notamment sur l'importance des légumes dans l'alimentation des enfants, l'allaitement maternel exclusif (AME), les pratiques familiales essentielles, les règles fondamentales de l'hygiène, etc. En conséquence, on note des pratiques d'hygiène améliorées – par exemple, la création d'un abattoir plus hygiénique par le boucher local ou l'instauration d'une journée de salubrité par semaine dans les villages. Dans certains endroits, les ordures du village sont utilisées comme fumure dans les champs, améliorant ainsi leur rendement et reliant le respect de l'environnement à l'agriculture. On constate également que les services de santé sont plus fréquentés qu'avant et que l'AME, qui n'était pas du tout une pratique traditionnelle, prend de l'ampleur.

Des activités d'assainissement et de propreté dans les villages ont été entreprises par de nombreux clubs d'écoute. Dans la région de Kiota, des amendes sont données aux habitants qui laissent vagabonder leurs animaux. Des villages voisins sans clubs d'écoute ont décidé d'adopter les mêmes règles en matière d'hygiène et de salubrité.

L'espace des naissances, les consultations prénatales, l'accouchement assisté dans les centres de santé ont souvent été abordés dans les clubs, pas seulement par les femmes mais aussi par les hommes. Dans le village d'Albarkayze, les hommes doivent maintenant payer une amende de 500 FCFA (0,75 euros) si leurs épouses n'accouchent pas dans le centre de santé. A Borobon, les discussions



Une femme leader participante à l'atelier de Niamey offre une photo encadrée du club d'écoute de Torodi au Représentant de la FAO au Niger.

entre hommes et femmes sur l'accouchement des très jeunes filles dus à des mariages précoces ont permis de comprendre les raisons de certaines complications comme les fistules vaginales qui handicapent les femmes à vie. Maintenant, la majorité des femmes du village font les consultations et vont accoucher dans les maternités. En plus des implications positives en matière de santé, ceci facilite l'acquisition d'un acte de naissance.

Autonomisation des femmes

On a noté que, de manière générale, les femmes membres des clubs ont davantage confiance en elles. Elles peuvent parler en public sans être interrompues, elles ont plus de liberté de mouvement, peuvent s'absenter pendant plusieurs jours avec l'accord de leur mari, et exercer toutes sortes d'activités génératrices de revenu. La capacité de compréhension mutuelle dans les foyers s'est améliorée et le budget du ménage n'est plus l'affaire exclusive de l'homme. La majorité des femmes ont déclaré qu'après les récoltes elles reçoivent une part de la production agricole et/ou une part après la vente du bétail.

On constate un renforcement perceptible de la cohésion sociale et la mise en place de systèmes solidaires, collectifs et autonomes au profit de la communauté. Un dialogue entre les différents groupes sociaux – hommes et femmes, adultes et jeunes, etc. – a été instauré, et il y a une prise de conscience des hommes et des femmes quant au fait que s'associer dans la prise de décision et dans les actions de déve-

loppement dans leur communauté les a rendu plus forts. Les individus sont responsabilisés quant à leur propre développement.

Dans le domaine de la participation politique, quelques femmes ont été élues lors des dernières élections communales grâce à la mobilisation et au soutien des clubs d'écoute. L'une des femmes élues, présente au Forum, a relevé qu'auparavant les femmes ne participaient pas au vote mais que ce n'est plus le cas maintenant.

Conclusions

Tous les participants, hommes et femmes, ont considéré que les résultats de l'évaluation participative ont été très positifs et tant les populations que les bailleurs de fonds souhaiteraient voir les clubs s'étendre à tout le pays. L'expérience va donc se poursuivre et être reproduite dans d'autres régions.

* Pour en savoir plus, contacter :

ONG-VIE Kande Ni Bayra
Ali Abdoulaye, Coordinateur
B.P. 349
Niamey, Niger
Tél: +227-20-752560 - Tél/Fax: +227-20-755448
viebayra@intnet.ne
www.viebayra.org

RDC | Ecoles pratiques d'agriculture et de vie et clubs d'écoute communautaires, ensemble pour combattre la pauvreté et la faim

Les membres des clubs d'écoute du Sud-Kivu ne mâchent pas leurs mots quand ils identifient la mauvaise gouvernance comme cause principale de la pauvreté. Ils sont également convaincus que la relance agricole peut atténuer considérablement les effets de la pauvreté et combattre la faim et l'insécurité alimentaire. Mais comment entreprendre des travaux agricoles quand on se trouve face à des difficultés multiples, liées notamment au manque de terre, à l'appauvrissement des sols, au manque d'intrants agricoles ? La réponse vient avec l'introduction d'une formule nouvelle qui intègre les écoles pratiques d'agriculture et de vie avec les clubs d'écoute communautaires.

Les écoles pratiques d'agriculture et de vie, introduites au Sud-Kivu en octobre 2010 par Samwaki avec un financement de la FAO, visent à doter les communautés rurales de connaissances appropriées sur les techniques agricoles mais aussi sur d'autres questions relatives à divers aspects de la vie quotidienne. Il s'agit notamment de la nutrition, des violences basées sur le genre, de la santé reproductive, de l'égalité hommes-femmes, des maladies sexuellement transmissibles et du VIH/SIDA, de la gestion des ressources, de l'épargne et du crédit, des droits et devoirs des citoyens, de la paix et de la cohabitation pacifique, des droits humains, et ainsi de suite. Appuyées par les clubs d'écoute communautaires existants dans le Sud-Kivu, les « écoles » ont été accueillies avec enthousiasme dans le milieu rural.

Apprentissage de techniques agricoles et discussion de thèmes sociaux

Le projet a démarré avec une formation de neuf semaines en « master-trainer » de la coordinatrice de Samwaki, formation qu'elle a restituée auprès des facilitateurs des écoles pratiques d'agriculture et de vie. Après la formation, l'équipe de Samwaki a procédé à l'implantation de 16 « écoles » pour expérimenter l'approche – 12 pour adultes et quatre pour jeunes – à Walungu et à Kabare, deux territoires ruraux de la province du Sud-Kivu.

Le processus a commencé par la sensibilisation des membres de la communauté. Cette tâche a été rendue facile par l'existence des clubs d'écoute communautaires dans les deux territoires. Ensuite, des facilitateurs ont été identifiés et formés, suivi par l'identification des bénéficiaires. Pour les adultes, il s'agit essentiellement de personnes vulnérables, parmi eux des femmes victimes de violences sexuelles et des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Pour les jeunes, il s'agit de jeunes vulnérables entre 12 et 17 ans, parmi lesquels des orphelins, des jeunes vivant avec le VIH/SIDA, ainsi que d'autres jeunes filles et garçons vivant dans une pauvreté extrême.

Les activités des « écoles » sont regroupées en deux grandes catégories : l'apprentissage de techniques agricoles et la discussion de divers thèmes sociaux. Les thèmes sont illustrés par des sketches et des démonstrations. Par exemple, développer un sujet sur une alimentation riche en nutriments suppose que les facilitateurs préparent tous les matériels nécessaires pour montrer quels sont les aliments qui fournissent des éléments nutritifs.

L'approche est participative – les facilitateurs ne se comportent pas comme des enseignants mais plutôt comme des « guides ». On part du principe que les participants ont des connaissances, mais qui sont à parfaire et à partager avec l'assistance des facilitateurs.

Premiers résultats

Les écoles pratiques d'agriculture et de vie (pour jeunes ou adultes) ont obtenu de bons



Petit rappel terminologique ...

- ✱ Le **champ école paysan** est un processus d'apprentissage en groupe dans lequel les agriculteurs et les agricultrices pratiquent des activités d'apprentissage par l'expérience qui les aident à comprendre l'écologie de leurs champs et à améliorer leurs pratiques culturales.
- ✱ Les **écoles pratiques d'agriculture et de vie pour les jeunes** sont une évolution de cette méthodologie. Dans ces « écoles », les enfants orphelins et vulnérables âgés de 12 à 18 ans sont formés à l'agriculture traditionnelle et moderne ainsi qu'aux compétences de vie. Les enfants travaillent en groupe et apprennent par l'expérimentation, le théâtre, le chant et la danse, ou d'autres méthodes participatives à caractère culturel.
- ✱ Enfin, au vu de la pertinence de travailler sur les « compétences de vie » avec les jeunes, la FAO a mis sur pied des **écoles pratiques d'agriculture et de vie pour adultes** dans des situations sanitaires difficiles ou d'urgence.

Pour des informations supplémentaires, voir le Bulletin Dimitra numéro 18, juin 2010



résultats dans plusieurs pays. Au Sud-Kivu, la complémentarité avec les clubs d'écoute communautaires améliore encore leur impact. En effet, si les clubs d'écoute ont permis aux communautés paysannes de la province d'identifier les problèmes majeurs qui freinent leur développement, les « écoles » ont apporté une réponse appropriée pour la promotion de l'agriculture et ont renforcé les connaissances et les pratiques sur diverses préoccupations liées à la vie quotidienne.

Les premières récoltes des parcelles d'expérimentation des écoles ont permis aux participants de réaliser que l'approche offre une solution à bien des préoccupations, notamment pour l'amélioration de la production agricole et de la sécurité alimentaire dans un contexte d'accès limité à la terre et d'infertilité des sols. L'expérience leur a prouvé qu'il est possible de produire sur un sol considéré comme infertile, même en absence de pluie. De plus, à travers les discussions sur des thèmes sociaux, les « écoles » offrent aux participants un cadre approprié de partage des connaissances sur différentes questions de la vie quotidienne aux niveaux individuel et communautaire. Ce succès explique l'engagement et la participation active des bénéficiaires et des facilitateurs dans les activités.

Dans la localité de Lugohwa (près de Mugogo), par exemple, tout le monde savait que l'ail à grosse gousse est inadapté au sol local. « J'ai déjà essayé trois fois l'ail à grosse gousse dans mon champ que vous voyez là derrière le vôtre. Mais lors de la récolte, je suis découragé de constater qu'à part le fait que la production est faible, les grosses gousses sont

transformées, je ne sais par quel mécanisme, en petites gousses, plus petites même que l'ail ordinairement cultivé chez nous, » se plaint un cultivateur de passage au champ d'apprentissage de Mugogo, au moment où les participants mettent en terre les ails à grosse gousse. Et de lâcher avant de s'en aller : « Je vous jure que vous me donnerez raison à la récolte. Notre sol n'aime pas les ails à grosses gousses. »

Et il n'est pas le seul à le dire. Quelques participants de l'école pratique d'agriculture et de vie le chuchotent aussi. Mais d'autres, plus prudents, attendent de comparer les résultats de la prochaine récolte pour confirmer ou désavouer les techniques agricoles apprises à « l'école ». Et au moment de la récolte, la surprise fut plutôt agréable ! En effet, la production de l'ail à grosse gousse s'est nettement améliorée et même les petites gousses semées pour raison de comparaison de résultats ont vu leur gousses relativement grossies par rapport à celles initialement semées. Satisfaite du résultat obtenu, l'école pratique d'agriculture et de vie « Cinyabuguma » a choisi la culture de l'ail à grosse gousse comme activité génératrice de revenu.

Pour les participants, l'approche des écoles pratiques d'agriculture et de vie mérite d'être reproduite dans les autres territoires ruraux du Sud-Kivu. La quantité et qualité de la production agricole qui en suivront, donneront lieu à la création de coopératives agricoles pour assurer la commercialisation des produits vers les grands centres de consommation. Ainsi, les paysans et les paysannes pourront manger à leur faim et vendre les produits de leur champ pour subvenir à d'autres besoins vitaux.

Pour en savoir plus, contacter :

Samwaki - Sauti ya Mwanamke Kijijini
 Adeline Nsimire, Coordinatrice
 161/00 Av. Patrice F. Lumumba,
 Municipalité d'Ibanda, Bukavu
 Sud-Kivu, RDC
 Adresse postale:
 BP 459, Cyangugu, Rwanda
 Tél : +243 81 474 0077
 samwakiabl@yahoo.fr



Les écoles pratiques d'agriculture et de vie ont obtenu de bons résultats dans plusieurs pays. Au Sud-Kivu, la complémentarité avec les clubs d'écoute communautaires améliore encore leur impact.

Des clubs d'écoute Dimitra dans de nouveaux pays !

Le succès des clubs d'écoute Dimitra au Niger et en République démocratique du Congo (RDC) a suscité la mise sur pied de nouveaux projets au Burundi, au Sénégal, en Mauritanie et en République démocratique du Congo (Province Orientale). Sollicité par d'autres services de la FAO, des agences des Nations unies (UNICEF, ONU Femmes, FIDA, PNUD) et d'autres partenaires techniques et financiers (Canada, Belgique), FAO-Dimitra accompagne la mise en œuvre de ces projets grâce à des méthodologies participatives sensibles au genre, flexibles et adaptées, et sur base des expériences passées. Le but demeure le même : l'autonomisation socio-économique des hommes et des femmes en milieu rural et la sécurité alimentaire.

Depuis leur naissance, les clubs d'écoute Dimitra visent la participation des populations rurales et leur autonomisation et sont fondés sur les principes de transparence, d'égalité hommes-femmes et de bonne gouvernance. En RDC et au Niger, tous les acteurs impliqués dans les clubs d'écoute ont été surpris par l'ampleur des impacts positifs en termes de participation et de gouvernance au sein des organisations paysannes alors qu'à l'origine ceci n'était pas un objectif directement visé.

Les nouveaux projets ont été adaptés pour développer cette composante, et ils intègrent maintenant des activités de renforcement des capacités à l'intention des associations et organisations paysannes pour qu'elles deviennent plus équitables et inclusives, s'inspirant des principes et valeurs sur lesquels se fondent les coopératives. Ces organisations doivent pouvoir fonctionner de façon rentable (comme des entreprises privées) mais elles ont aussi des objectifs sociaux, notamment le bien-être de leurs membres (qui en sont d'ailleurs aussi les propriétaires), ce qui permet d'assurer leur durabilité et leur capacité d'affronter les crises. L'aide à la structuration des associations et organisations locales et à leur passage éventuel à un statut de coopératives devrait leur permettre de prendre en main les fonctions de production et de commercialisation de leurs produits de manière intégrée au marché.

Dans un contexte où la majorité des agriculteurs/trices vivent de l'agriculture de subsistance, les organisations paysannes, quand elles en ont acquis les capacités nécessaires, pourront ainsi se mettre en réseau, réaliser des économies d'échelle et développer des activités post-récolte tout au long de la chaîne de commercialisation. Leurs voix seront également plus entendues au niveau politique pour un plaidoyer pour le développement d'un environnement juridique porteur.

En République démocratique du Congo

A la demande du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et du Gou-



Réunion de membres d'un champ école de la FAO à Gitega, au Burundi, pressentis pour former un club d'écoute communautaire Dimitra.

vernement de la RDC, le projet FAO-Dimitra met en place soixante clubs d'écoute Dimitra dans le District du Tshopo, en Province Orientale, dans le nord-est de la RDC. Inspiré des expériences du Sud-Kivu et du Katanga, le projet «Clubs d'écoute, lutte contre la pauvreté, sécurité alimentaire et genre» contribue aux objectifs du Programme de réhabilitation de l'agriculture dans la Province Orientale (PRAPO), à savoir l'appui aux secteurs agricole et halieutique et à la réhabilitation des services sociaux.

Les aspects de la mobilisation sociale et de la structuration paysanne y jouent un rôle important, notamment par le biais de l'information et de la communication. Le projet vise à ce que les populations rurales, dont les femmes et les jeunes membres des clubs d'écoute, accèdent plus aisément à l'information, l'utilisent et la partagent pour améliorer leurs connaissances

en matière d'activités agricoles, économiques et sociopolitiques. Le renforcement de la confiance en soi grâce aux clubs pourra contribuer à une participation accrue à la prise de décisions et à une meilleure gestion de la sécurité alimentaire et du développement agricole. Soixante clubs d'écoute sont mis sur pied en Province Orientale en partenariat avec l'Institut africain pour le développement économique et social – Centre africain de formation (INADES Formation-Congo). En outre, une dizaine de nouveaux clubs d'écoute seront bientôt créés dans le Sud-Kivu, avec l'appui financier d'ONU-Femmes et l'appui technique de l'ONG Samwaki.

Au Burundi

Convaincus du rôle essentiel que peuvent jouer les clubs d'écoute Dimitra en termes notamment de mise en réseau et d'échange de bonnes pratiques, quatre programmes de la FAO au Burundi ont décidé de lancer un programme

pilote de 40 clubs d'écoute Dimitra dans les provinces de Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Bubanza et Muramvya. Bien que le Burundi soit de taille réduite, l'enclavement des populations rurales, notamment en matière d'accès à l'information, est très prononcé.

Le réseau des clubs d'écoute se basera sur les champs école paysans et les organisations paysannes déjà en place. Le projet contribuera par des activités de renforcement des capacités à la structuration de ces groupements et au changement dans les pratiques agricoles et dans d'autres habitudes. ONU Femmes a décidé de s'associer à l'initiative et financera l'établissement de 15 clubs au Burundi avec pour objectif précis l'autonomisation économique des femmes et des jeunes.

En Mauritanie

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), séduits par la méthodologie participative de FAO-Dimitra, ont décidé de soutenir l'ONG mauritanienne PRAD (Perspectives Rurales Action et Développement), spécialisée notamment en communication participative, pour la création de clubs d'écoute. Dans sa première phase, le projet sera exécuté principalement dans les wilayas – régions – du Trarza, du Brakna, du Gorgol et de l'Assaba (Sud du pays). Une quarantaine de clubs d'écoute Dimitra réuniront hommes et femmes dans ces zones où l'accès à la communication et l'information est limité et les pesanteurs socioculturelles, obstacles à l'égalité entre femmes et hommes, très marquées.

Une spécificité du projet mauritanien est son lien avec le changement climatique et l'environnement. Certains débats au sein des clubs seront programmés sur des thématiques précises ayant trait principalement à la biodiversité et au changement climatique. Des pistes novatrices sont également explorées, notamment en matière de partenariats avec des programmes

existants du PNUD comme les plateformes multifonctionnelles. Il s'agit d'une option adaptée pour réduire la surcharge de travail des femmes, et permettre l'accès à l'électricité, à l'eau potable et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Au Sénégal

Des clubs d'écoute Dimitra seront lancés au Sénégal afin d'assurer une sensibilité accrue au genre et la mise en réseau des activités de deux programmes de la FAO existants : le Programme Italien de Sécurité Alimentaire (PISA) et le projet de Gestion intégrée de la production et des prédateurs (GIPD) qui dispose de nombreux champs écoles paysans dans le pays (et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest). Ici aussi, avant de passer à une mise à l'échelle, une phase pilote financée par la Coopération canadienne prévoit la création d'un réseau de clubs d'écoute Dimitra dans la région des Niayes et en Casamance.

À la différence des autres pays, le soutien technique au projet est réalisé par Dimitra mais également par OEKR, la division de la FAO en charge de la communication pour le développement.

Le projet de clubs d'écoute Dimitra au Sénégal vise également à renforcer les organisations paysannes partenaires du PISA et du GIPD en termes d'accès à la communication et à l'information et de sensibilité au genre à tous les niveaux.

Les premières activités : état des lieux et formation initiale

Dans les différents pays, deux étapes sont considérées comme étant particulièrement cruciales pour la réussite du projet : l'état des lieux et la formation initiale.

La réalisation d'un **état des lieux** dans les zones cibles permet d'avoir une « photographie » de la situation et de pouvoir s'y référer par la suite.

L'état des lieux comprend généralement trois volets : genre, communication participative, et organisation au niveau local. Comme dans tout projet de développement une connaissance du contexte est essentielle pour définir des indicateurs qui seront utiles tout au long du projet pour vérifier son état d'avancement. L'état des lieux permet d'établir une approche globale adaptée et sert de référence pour le suivi et l'évaluation des clubs. C'est également l'occasion d'identifier les leaders locaux (femmes, hommes et jeunes) sur lesquels le projet pourra s'appuyer, ou encore les partenaires potentiels.

L'autre moment clé est la **formation initiale** facilitée par Dimitra. Elle rassemble généralement pendant cinq jours une trentaine de personnes (parties prenantes, media, hommes/femmes leaders, représentants des ministères impliqués) ayant un rôle clé à jouer dans la mise en œuvre du projet. Elle poursuit des objectifs multiples : informer et sensibiliser les parties prenantes à la mise en œuvre du projet ; initier le renforcement des capacités des participant-e-s en matière de genre et de communication en vue de la création des clubs ; orienter les participant-e-s sur les modalités de fonctionnement des clubs d'écoute et autres éléments pratiques de la mise en œuvre des activités. C'est également l'occasion de faire valider l'état des lieux.

Ces deux activités sont menées actuellement dans les quatre pays mentionnés. Leurs modalités sont variables car chaque projet est une expérience en soi, dont de nombreux aspects doivent être décidés par les populations elles-mêmes au cours d'un processus participatif.

Les prochains mois verront les nouveaux projets de clubs d'écoute Dimitra se développer de manière endogène, en fonction des décisions prises par les membres des clubs et leurs partenaires. Nul doute que la créativité des populations rurales, femmes et jeunes en particulier, permettra à nouveau de trouver des solutions adaptées aux défis rencontrés. Au niveau global, cela permettra à la FAO de tirer les leçons de ces expériences et de les partager avec le plus grand nombre.

En Mauritanie, les clubs d'écoute communautaires réuniront hommes et femmes dans des zones où l'accès à la communication et l'information est limité et les pesanteurs socioculturelles, obstacles à l'égalité entre femmes et hommes, très marquées.



Niger | La Cigaba renforce l'union à travers le warrantage

Wawa (ce qui signifie « bête » en Haoussa), est le petit surnom que Zeinabou Oumarou, mère de neuf enfants et petite exploitante agricole, s'est donnée. Avant de connaître le warrantage, elle vendait entièrement sa récolte ou la mangeait avec sa famille. Autour d'elle, elle voyait des femmes qui pouvaient se lancer dans d'autres activités comme l'élevage ou la vente d'huile d'arachide avec des crédits obtenus grâce au warrantage, même si beaucoup d'entre elles devaient le faire au nom de leur mari, parce que les femmes n'étaient pas autorisées à demander un crédit. Et elle, elle se retrouvait sans rien – « wawa » donc ...

Grâce à l'Union Cigaba, dont elle est membre, Wawa a compris qu'elle aussi peut vivre différemment. Depuis cinq ans, elle pratique le warrantage sous son propre nom, et appuie les femmes autour d'elle : « C'est grâce au warrantage que j'ai maintenant des activités qui me procurent des revenus. Je parcours les marchés pour vendre de l'huile d'arachide que j'ai produite et pour acheter des céréales. Je suis connue, je suis visitée, je suis considérée socialement ... ».

Femmes et warrantage : progrès et difficultés

L'Union Cigaba (ou « Progrès » en Haoussa) est située dans la région de Dosso dans le Sud-Est du Niger. C'est une union d'organisations paysannes (OP) composée de 51 groupements villageois réunissant environ 1500 producteurs et productrices, dont le but est de lutter contre la pauvreté. Malgré les bonnes récoltes, les membres de l'Union avaient tendance à brader leurs produits pour obtenir des liquidités et étaient confrontés à l'indisponibilité de vivres en période de soudure. Pour contrer ces problèmes, les membres de l'Union se sont engagés dans le warrantage.

Même si aujourd'hui le warrantage est bien répandu au Niger, un long chemin a dû être parcouru pour arriver à ce que tous et toutes pratiquent correctement ce système de crédit. De mauvaises récoltes, le taux élevé d'analphabétisme, l'insuffisance de magasins, la faible productivité des femmes et la non-reconnaissance du rôle qu'elles peuvent jouer, sont autant de défis à relever avant que le warrantage ne puisse être une véritable réussite.

Améliorer les infrastructures

Pour faire face aux contraintes identifiées par ses membres, l'Union Cigaba a bénéficié d'un financement de la Fondation Roi Baudouin, à travers le Fonds Amélie, pour appuyer le processus d'autonomisation de l'Union et de ses membres. Les activités sont mises en œuvre par le projet Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire de la FAO et l'ONG VIE Kande Ni Bayra, partenaire de Dimitra.

Grâce à ce financement, cinq magasins ont été construits par les membres des OP, qui se sont mobilisés pour rendre disponible les matériaux locaux nécessaires et offrir leur main d'œuvre. Ces infrastructures ont permis à l'Union de



Grâce au warrantage, Wawa a pu améliorer sa vie et celle de sa famille.

© Déla Fatouma Sidi (projet Capitalisation)

réduire la dépendance de ses membres envers les propriétaires des magasins. L'acquisition de trois moulins à grains et de 15 kits d'extraction d'huile d'arachide a permis d'alléger considérablement les tâches domestiques des femmes des villages bénéficiaires et de faciliter la réalisation d'activités génératrices de revenu à travers le crédit warranté. Ces équipements ont permis aux femmes de renforcer leur présence dans le warrantage et de favoriser la conduite de plusieurs initiatives d'autonomisation économique des membres des OP féminines.

Bonne gouvernance et alphabétisation de l'Union et de ses membres

Un animateur et une animatrice ont été recrutés pour accompagner l'Union et les OP. Cet encadrement rapproché de l'Union vise à terme à assurer une meilleure gouvernance associative tenant compte des préoccupations des producteurs et des productrices. Les responsables de l'Union et des groupements ont pu bénéficier de formations sur la vie associative et certains membres ont reçu des formations sur l'extraction d'huile d'arachide et la gestion des moulins.

Depuis quelques mois l'ONG VIE a démarré des cours d'alphabétisation pour les membres de l'Union, afin d'améliorer leur accès aux informations et aux connaissances et ainsi leur

permettre d'améliorer leurs pratiques et celles de l'Union. Leurs expériences seront capitalisées pour que d'autres organisations dans le pays, et ailleurs dans le monde, puissent également en bénéficier.

* Pour en savoir plus :

Le fonds Amélie :
www.kbs-frb.be/fund

Capitalisation des bonnes pratiques :
www.capitalisation-bp.net

Vie Kande Ni Bayra :
www.viebayra.org

Programme Gestion des Connaissances et Genre :
www.fao.org/oe/km-gender

Le **warrantage** est un système de crédit rural qui consiste, pour une OP et/ou ses membres, à obtenir un prêt mettant en garantie un produit agricole non périssable (mil, sorgho, riz, maïs, sésame, gombo, arachide etc.) et susceptible d'augmenter en valeur. Ce crédit permet aux producteurs et productrices de générer des revenus supplémentaires pendant la période qui suit la récolte.



Niger | Intégrer le genre dans le processus d'innovation en milieu rural

Le fait que les femmes apportent une contribution essentielle à l'agriculture dans les pays en développement et qu'elles ont moins accès que les hommes aux ressources productives, à l'innovation et aux possibilités de revenus est un fait très largement documenté et avéré. Comblar le fossé homme-femmes permettrait d'améliorer notablement la production, les revenus et les conditions de vie dans les zones rurales. Une initiative appelée « Le genre dans les partenariats agricoles' (GPA) » a permis d'aborder la question, avec l'objectif de combler ce fossé en s'employant à ce que l'innovation serve mieux les besoins des agricultrices.

En prenant le Niger comme première étude de cas², le GPA a mis au point une évaluation participative des priorités des membres des ménages en matière d'innovation afin de définir les besoins et les priorités des femmes et des hommes, de prendre en compte les différentes perspectives. Il s'agit aussi de déterminer le potentiel de changement dans les priorités des femmes lorsque des options d'innovation plus pertinentes sont rendues directement accessibles par la communication radio. L'évaluation est induite par la demande et adopte différentes approches: genre, participation et conditions de vie.

L'étude de cas a été réalisée en octobre 2011, en partenariat avec des agents locaux³ de développement et de la recherche. Elle a été menée dans huit villages choisis par les partenaires locaux dans trois régions du Niger. Les modalités de partage de l'information par les principaux villages partenaires figuraient parmi les critères de sélection:

- deux villages « traditionnels » (Karma et Niame, près de la capitale Niamey) où le flux d'information est pour l'essentiel de type descendant et les innovations potentielles choisies sont présentées aux groupements d'agriculteurs, par sexe.
- quatre villages avec des plateformes d'innovation (Katatouma, Karanguya, Fagagaou et Gade, dans le Maradi), où le point d'entrée est l'amélioration agricole dans le contexte plus large de l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.
- deux villages avec des clubs d'écoute com-

munitaires Dimitra (Gasseda et Falanga, près de Dantiandou) où, grâce au partage de l'information dans les deux sens, les bénéficiaires ne sont plus des récipiendaires passifs d'orientations et de conseils, mais des participants actifs dans leur propre développement.

Dans chaque village, le but et les modalités de la mission ont été expliqués au préalable à l'ensemble de la communauté. Des groupes ont ensuite été constitués, sauf là où il existait déjà des clubs d'écoute communautaires, pour permettre aux femmes, aux hommes et aux jeunes de faire part de leurs préoccupations. Trois questions étaient posées: quels sont les principaux changements agricoles intervenus dans le passé, quelles sont actuellement les principales contraintes et quelles sont leurs demandes de changement idéal pour l'avenir. Les résultats de ces échanges de groupe ont été consolidés et présentés à tous les participants pour être ensuite discutés.

Capacité de dialogue

Les discussions dans les villages ont révélé des attitudes très différentes envers les questions de genre et la capacité de dialogue. La volonté de participer aux discussions était forte dans les villages dotés de plateformes d'innovation et de clubs d'écoute, au contraire des villages où l'approche de la communication était plus traditionnelle. Dans les villages « traditionnels » les discussions étaient très vives, et mettaient à jour des litiges non résolus, tandis que la capacité d'analyse était plus grande dans les villages avec des clubs d'écoute. Le temps

laissé pour la réflexion a certainement été un facteur favorable car dans les clubs d'écoute, tous les membres avaient pris connaissance des questions quelques jours plus tôt.

Division du travail et répartition de la charge de travail

Le calendrier saisonnier s'est révélé être un outil puissant pour reconstruire le travail effectué chaque jour par les femmes. Les expressions comme « J'apporte à manger aux travailleurs dans les champs et je rentre à la maison » ont dû être examinées plus en détail pour découvrir que ces femmes non seulement apportaient des repas aux travailleurs mais travaillaient elles-mêmes de deux à quatre heures à leurs côtés. Cette charge de travail a été reconnue et discutée dans les villages avec des plateformes d'innovation et des clubs d'écoute, mais avec plus de réticence dans les villages plus « traditionnels ».

Les débats ont mis en évidence que tout le monde sait et reconnaît que les femmes ont plus de travail et que « les hommes prennent toutes les décisions ». Toutefois, le niveau de prise de conscience du genre et la perception des inégalités entre hommes et femmes et de leurs conséquences pour le développement étaient très variables. Par exemple, on a entendu dire « Les femmes ont le même accès à nos conseils et technologies » et « Nous travaillons pour tout le monde, sans distinction ». Dans la pratique, la plupart des modules de vulgarisation ne tiennent pas compte du rôle joué par les utilisateurs au sein de la communauté.

L'étude de cas confirme aussi que les femmes travaillent non seulement sur la parcelle du chef de ménage, mais cultivent aussi leurs propres parcelles. Ces parcelles sont toutefois beaucoup plus petites que celles des chefs de ménage ou des hommes du ménage et l'utilisation d'engrais, organiques et/ou minéraux, chez les femmes est moindre que chez les hommes. Aucune femme ne possède de charrieur ou de charriot, et leur accès dépend fortement du matériel ou de l'argent disponible. L'accès à l'information, par exemple à travers la radio ou le téléphone portable, est aussi inférieur à celui des hommes.

Un large éventail de besoins et de demandes

Dans tous les villages, les préoccupations et les demandes de changement touchaient à des domaines beaucoup plus larges que des demandes de technologies ou de services agricoles. Elles portaient sur tous les aspects de la vie quotidienne, comme la production et la productivité agricoles, la santé, l'accès à l'eau et au crédit, l'éducation, la création de revenus, la sécurité alimentaire, l'environnement, etc. Dans quatre des sept villages, les principales demandes faites par les femmes comme par les hommes portaient sur l'accès à l'éducation, à la formation et à l'information au sens large. La plupart des groupes reconnaissaient les bienfaits que procurent l'éducation et l'information. Une femme a exprimé la pertinence des besoins d'information: «*Vous ne changez pas ce que vous ne connaissez pas*». L'absence de liquidités et le faible accès au crédit sont perçus comme un besoin de premier plan par les femmes dans trois villages et par les hommes dans deux villages.

Il est intéressant de noter que toutes les demandes concernaient des produits et des services déjà disponibles dans le pays, mais pas toujours au niveau du village.

Demandes des hommes... et des femmes

Les divergences entre les demandes faites par les femmes et par les hommes étaient évidentes. Tandis que les hommes réclamaient des innovations destinées à leur principale source de revenus, à savoir l'agriculture, les femmes avaient tendance à préférer des produits et des services susceptibles de réduire leur charge de travail, comme par exemple des moulins, des machines à décortiquer, ou un accès plus facile à l'eau et au bois. Ces produits et services sont aussi pertinents pour les activités post-récolte, pour la consommation familiale et pour la commercialisation.

Les femmes et les hommes ont demandé d'intensifier les activités génératrices de revenus et/ou d'en créer de nouvelles. Toutefois, le calendrier de ces activités différait. Les hommes ont demandé spécifiquement que ces activités se déroulent durant la saison sèche, au moment où nombre d'entre eux migrent à la recherche de travail. Quant aux femmes, elles ont plutôt sollicité des activités qui peuvent être effectuées de manière irrégulière et segmentée.

Le paradoxe est que les femmes se plaignent de leur surcharge de travail et qu'elles réclament en même temps des activités génératrices de revenus. C'est bien là le lien pauvreté-temps-genre. Les femmes sont chargées de la plupart des tâches reproductives, qui absorbent chaque jour une grande partie de leur temps et de leur énergie. La plupart des innovations nécessitent des ressources, mais les femmes ont moins de ressources et génèrent moins de revenus que les hommes. Et pour générer des revenus plus élevés il faut davantage de temps, d'énergie et de ressources (terre, capital, etc.)...

Des innovations au service des femmes

L'étude de cas soulève plusieurs questions qui tournent autour d'une meilleure adaptation des innovations aux besoins des femmes et de l'amélioration des conditions de vie en milieu rural. Les femmes participent fortement à l'agriculture familiale. Elles cultivent aussi leurs propres parcelles, avec même moins d'intrants. Leurs demandes portent sur tous les aspects des conditions de vie, au-delà du secteur agricole. Leurs priorités incluent toujours les produits et les services destinés à réduire leurs charges de travail pour des activités comme la mouture, le pressage, le décorticage, la collecte de l'eau et du bois. Libérer du temps et de l'énergie conduit à l'autonomisation économique.

Les clubs d'écoute semblent induire des demandes prioritaires plus matures, et le dialogue collectif sur les questions de genre tendait à y être plus ouvert. Le temps de réflexion a certainement eu une incidence positive sur les processus de décision et de consolidation. L'approche descendante «traditionnelle» a entraîné des débats houleux entre les femmes et les hommes, et les négociations sont apparues difficiles. Les plateformes d'innovation et les clubs d'écoute semblent donc être beaucoup plus performants que les voies traditionnelles pour diffuser l'information et pour évaluer les options d'innovation et les meilleures pratiques.

Les relations entre femmes et hommes et la capacité de dialogue social dans une communauté rurale sont déterminantes pour l'action collective et l'attitude positive envers le changement. Le soutien du chef local ainsi que les compétences de ceux qui accompagnent le processus ont certainement une influence sur cette capacité.

Conclusions

L'étude de cas met en évidence plusieurs points d'entrée pour réduire les inégalités tant au niveau individuel qu'au niveau collectif. Elle permet aussi d'évaluer la volonté des communautés rurales de discuter de ces thèmes, l'influence des liens de communication externes pour un meilleur accès des femmes à l'innovation, et le niveau de sensibilisation aux inéga-



Les priorités des femmes incluent toujours les produits et les services destinés à réduire leurs charges de travail pour des activités comme la mouture, le pressage, le décorticage, la collecte de l'eau et du bois.

lités entre les hommes et les femmes parmi la population locale et les différents acteurs.

En conclusion, elle indique qu'il importe de prendre en compte les aspects socio-économiques et d'avoir recours aux méthodes sensibles au genre. Elle préconise d'utiliser une approche plus complète et holistique au regard de l'innovation, non seulement pour les activités génératrices de revenus, y compris l'agriculture et les activités post-récolte, mais pour toutes les activités qui contribuent à de conditions de vie améliorées.

Mettre l'innovation au service des femmes requiert un changement institutionnel à long terme et la réorientation des processus d'innovation tenant compte dès le début des possibles conséquences pour les femmes et les hommes. Pour cela, il faut aussi cibler les connaissances agricoles et faire en sorte qu'elles soient plus utiles et disponibles pour les agricultrices et femmes chefs de ménage.

Plus encore, tout ce qui précède doit être fait en partenariat avec la population locale, les autorités locales et les organisations du développement.

* Cet article s'appuie sur un rapport de recherche et un article rédigés pour la FAO par Anna Crole-Rees, consultante internationale.

1 Cette initiative a été mise en place dans le cadre du mécanisme du Forum mondial sur la recherche agricole (FMRA) entre les partenaires dont la FAO, le GCRAI et les forums régionaux.
2 Menée par Anna Crole-Rees (CRC4change, Suisse), en collaboration avec le FMRA, le projet FAO-Dimitra et FARA (Ghana).
3 ONG VIE Kande Ni Bayra (VIE) et l'Institut National de Recherches Agronomiques du Niger (INRAN).

La FAO aux côtés des agricultrices du Niger

Malgré leur rôle crucial dans la production et transformation des produits agricoles et la sécurité alimentaire de leur famille, les femmes agricultrices du Niger ont toujours un accès très limité aux ressources naturelles et aux opportunités productives, ainsi qu'un rôle tout à fait marginal dans la prise de décisions au sein des institutions rurales. C'est ce qui ressort d'une enquête de la FAO dont les résultats ont été officiellement présentés à Niamey le 24 mai 2012, lors d'un atelier de restitution sur « Le rôle et la participation des femmes dans les organisations de producteurs et productrices au Niger ».

L'enquête a été réalisée par l'équipe « Institutions rurales et autonomisation des populations » de la FAO et fait partie d'un programme de recherche plus large sur la promotion des femmes rurales et le rôle essentiel que peuvent jouer les organisations de producteurs (OP) pour soutenir les petit-e-s exploitant-e-s agricoles et aider les femmes à surmonter les obstacles auxquels elles doivent faire face. En effet, la présence d'organisations fortes et efficaces pourrait assurer à leurs membres, et notamment aux femmes, un meilleur accès aux ressources naturelles, à la formation et à l'information, aux marchés et services de commercialisation, sans oublier leur participation active à la formulation de politiques.

L'enquête, menée dans huit différentes régions du pays, a ciblé aussi bien des OP mixtes (71%) que des OP de femmes (29%). L'objectif spécifique était d'identifier les contraintes qui empêchent les femmes de s'engager dans les OP du Niger.

Résultats principaux

Lors de l'atelier de restitution à Niamey, les résultats ont été présentés à un public d'environ 40 participants. Ceux-ci comprenaient le Ministre de l'Agriculture, des représentants du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de la Population, Promotion de la Femme et Protection de l'Enfant, le Représentant de la FAO au Niger et son Chargé d'information, ainsi que des représentants du projet Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire de la FAO, d'autres agences internationales de développement et une trentaine de femmes et d'hommes membres des organisations rurales auprès desquelles l'enquête a été réalisée.

L'enquête a montré que l'adhésion des femmes aux OP ne pose aucun problème car elles peuvent devenir membres sans restrictions particulières. Néanmoins, il en va différemment quand il s'agit de la participation pleine et active des femmes aux activités des OP. Si l'on considère, par exemple, les OP mixtes, on trouve que les femmes sont majoritaires au niveau des membres (59% de femmes contre 41% d'hommes) mais que leur nombre est extrêmement faible au niveau des postes de représentation (81% hommes; 19% femmes). Là, l'enquête a dévoilé l'existence d'importants obstacles à la participation des femmes, notamment la lourde charge des travaux domestiques, le refus du mari et un manque



Lors de la restitution de l'enquête, les enfants des écoles passerelles de l'ONG VIE Kande ni Bayra ont interprété un sketch sur le warrantage.

général d'information. On constate donc que les obstacles ne sont pas d'ordre structurel ou économique mais qu'ils renvoient plutôt à des normes culturelles et sociales inscrites dans le tissu de la société nigérienne. Il s'agit notamment de contraintes qui se produisent lorsque la femme tente de remettre en cause son rôle traditionnel dans la société.

L'enquête a aussi exposé qu'en général l'accès des femmes aux ressources et à l'information reste très limité. Les OP ont tendance à reproduire les rôles traditionnels des hommes et des femmes, au travers de formations spécifiques pour les femmes qui portent très rarement sur le leadership et l'entrepreneuriat. La marginalisation des femmes a également été observée par rapport à la participation active dans les comités de gestion et les instances de prise de décision des OP. Dans presque la moitié des cas (48%), les femmes sont sous-représentées au sein de ces instances et dans un quart des cas (25%) elles en sont totalement absentes. Dans les rares cas où les femmes obtiennent des postes clé au sein des OP, la décision d'allouer ces postes est toujours prise par les hommes et jamais par les femmes.

Comment améliorer la participation des femmes

La présentation des résultats a été suivie d'un débat marqué par un grand nombre de demandes d'éclaircissement, ce qui a permis de préciser l'approche participative de la FAO. Il s'agissait de faire valider et compléter les résultats de l'enquête par les représentants des OP, mais surtout de les amener à identi-

fier ensemble, hommes et femmes, les solutions possibles aux différentes contraintes des femmes relevées dans ces organisations.

Les solutions proposées se sont concentrées autour de trois axes principaux:

- la **sensibilisation** des femmes et des hommes sur l'importance de la participation féminine dans les sphères de prise de décision en tant qu'enjeu de développement;
- un meilleur **accès des femmes aux biens et aux services**: à la terre, à l'information (clubs d'écoute et radios communautaires), à la formation (au leadership et techniques agricoles, champs école et warrantage), aux intrants et au crédit, aux marchés et aux services de commercialisation, et, enfin, aux services publics (octroi d'espaces publics pour les unions et les coopératives, gratuité des soins pour les femmes et les enfants);
- la **mise en place de mécanismes** favorables à la participation des femmes, tels qu'un système de quotas, au sein des instances de prise de décision.

Les conclusions de l'enquête et de l'atelier permettront de développer pour les prochaines années un programme élargi qui devrait favoriser la création d'OP innovantes. Il s'agira tout d'abord de concevoir des approches efficaces pour soutenir les OP équitables et où les femmes auront, au même titre que les hommes, un rôle crucial à jouer dans la prise de décisions.

* Pour en savoir plus, contacter Mauro Bottaro, Mauro.Bottaro@fao.org

FAO | Approbation des Directives volontaires

Le 11 mai 2012 le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a officiellement approuvé les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Les Directives ont été développées à travers de négociations intergouvernementales. Ils énoncent les principes et les normes internationalement acceptés pour encourager des pratiques responsables et permettent aux autorités gouvernementales de promouvoir des droits fonciers surs et un accès équitable aux terres, aux pêches et aux forêts.

Les directives ont été élaborées sur la base d'un processus consultatif ouvert à tous lancé par la FAO en 2009 et finalisées dans le cadre de négociations intergouvernementales menées sous l'égide du CSA avec la participation notamment de responsables des gouvernements, des organisations de la société civile, des représentants du secteur privé, des organisations internationales et des universitaires.

L'objectif des directives est de promouvoir la sécurité alimentaire et le développement durable en améliorant la sécurité d'accès aux terres, aux pêches et aux forêts et en protégeant les droits de millions de personnes souvent très pauvres.

Décision historique et ambitieuse

« Donner aux populations pauvres et vulnérables une sécurité d'accès et des droits équitables à la terre et aux autres ressources naturelles est une condition fondamentale de la lutte contre la faim et la pauvreté. L'accord des pays sur ces toutes premières directives mondiales sur une gouvernance des régimes fonciers représente une percée historique. Nous avons désormais une vision commune qui servira de point de départ pour contribuer à améliorer la situation souvent dramatique des pauvres et des affamés », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva.

Le phénomène dit de « main mise sur les terres » a été au cœur des débats publics et est affronté par ces directives.

Si les directives reconnaissent que les investissements responsables du secteur public et du secteur privé sont essentiels pour améliorer la sécurité alimentaire, elles recommandent aussi de mettre en place des mécanismes de sauvegarde pour protéger d'une part les droits fonciers des populations locales contre les risques qui peuvent être liés aux acquisitions de terres à grande échelle et d'autre part, les droits humains, les conditions de vie, la sécurité alimentaire et l'environnement.

Il existe des modèles d'investissement qui ne comportent pas d'acquisition de terres à grande échelle et ils doivent être encouragés. Les investissements doivent aussi promouvoir des objectifs stratégiques comme, par exemple, le renforcement de la sécurité alimentaire locale et la promotion de la sécurité alimentaire, l'élimination de la pauvreté, la création d'emplois,



Les Directives volontaires ...

... promeuvent **des droits fonciers sûrs et un accès équitable aux terres, aux pêches et aux forêts** comme moyen d'éliminer la faim et la pauvreté, d'appuyer le développement durable et d'améliorer l'environnement.

... établissent des **principes et des normes internationalement acceptés pour inciter à des pratiques responsables**. Elles constituent un cadre que les acteurs peuvent utiliser lorsqu'ils élaborent leurs propres stratégies, politiques, législations et programmes. Elles permettent aux autorités gouvernementales, au secteur privé, à la société civile et aux citoyens d'estimer si les actions qu'ils (ou d'autres acteurs) proposent constituent des pratiques acceptables.

... ne sont **pas juridiquement contraignantes**. Elles ne se substituent pas aux législations, engagements, traités ou accords nationaux ou internationaux existants. Elles ne limitent ni n'entraînent aucune obligation juridique que les Etats pourraient avoir contractée dans le cadre du droit international. En tant qu'instruments juridiques non contraignants les Directives ont un impact positif pour orienter les politiques, législations et programmes nationaux.

Dans les Directives, deux des dix **principes de mise en œuvre** qui contribuent de manière fondamentale à la gouvernance des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts se rapportent à **l'équité et à l'égalité des sexes** :

Principe 3. Équité et justice: reconnaître que l'égalité entre les individus puisse devoir passer par la reconnaissance des différences qui existent entre eux et par l'adoption de mesures concrètes, y compris des mesures d'émancipation, pour promouvoir, dans le contexte national, des droits fonciers équitables ainsi qu'un accès équitable aux terres, aux pêches et aux forêts pour tous, hommes et femmes, jeunes, et

personnes vulnérables et traditionnellement marginalisées.

Principe 4. Égalité des sexes: garantir que les hommes et les femmes jouissent de tous les droits fondamentaux sur un pied d'égalité, tout en reconnaissant les différences existant entre les femmes et les hommes et en prenant, si nécessaire, des mesures spécifiques visant à accélérer la réalisation de l'égalité dans la pratique. Les Etats devraient faire en sorte que les femmes et les filles jouissent de l'égalité des droits fonciers et de l'égalité d'accès aux terres, aux pêches et aux forêts, indépendamment de leur situation au regard de l'état civil ou de leur situation matrimoniale.

et « l'octroi d'avantages au pays et à son peuple, notamment les pauvres et les plus vulnérables. »

Prochaines étapes

Il appartient désormais aux pays qui ont approuvé les directives de les mettre en application sur le terrain. La FAO va élaborer une série de manuels techniques qui doivent aider

les pays à adapter les directives aux contextes locaux et à les mettre en œuvre. L'Organisation fournira aussi une assistance technique ciblée aux gouvernements dans ce même but.

* **Pour en savoir plus :**
www.fao.org/nr/tenure/voluntary-guidelines/fr

« En Afrique, l'attitude des hommes est essentielle pour la réussite des femmes »

ELISABETH ATANGANA | PRÉSIDENTE DE L'ORGANISATION PANAFRICAINNE DES AGRICULTEURS (PAFO), DE LA PLATEFORME RÉGIONALE DES ORGANISATIONS PAYSANNES D'AFRIQUE CENTRALE (PROPAC) ET AMBASSADRICE DE BONNE VOLONTÉ DE LA FAO POUR LES COOPÉRATIVES.

Depuis les années 1980, Elisabeth Atangana, productrice camerounaise, défend les intérêts des productrices et des producteurs africains. Présidente de la PAFO et de la PROPAC, elle a été nommée Ambassadrice de bonne volonté de la FAO pour les coopératives le 29 mai dernier.

Pourriez-vous décrire votre parcours personnel ? Comment êtes-vous arrivée à la présidence de la PROPAC et de la PAFO ?

C'est une longue histoire ! J'ai commencé par l'élevage de porcs en 1979 à travers une organisation que j'ai aidée à mettre en place. De fil en aiguille, avec d'autres leaders paysans, nous avons œuvré à la structuration du monde paysan au Cameroun dans les années 1980. Ce travail a abouti à la création d'une fédération nationale, le Conseil national des fédérations du Cameroun. Mais cette structure n'a pas fait long feu à cause de conflits internes. A partir de 1988, nous nous sommes réunis et avons lancé un appel à la solidarité pour relancer une organisation nationale. En 2000, suite à des consultations dans les régions, nous avons pu créer l'organisation fédérative des organisations paysannes (OP) du Cameroun. (...) C'est à la suite de cela que nous avons monté une organisation régionale qui est aujourd'hui la PROPAC.

Avez-vous suivi un parcours académique particulier ?

Je suis enseignante de formation, institutrice principale, et j'ai été engagée dans le milieu rural dès la fin des années 1970. J'ai commencé

très tôt à travailler dans la production mais aussi l'animation rurale. Par la suite, j'ai eu l'occasion de me former en finance, en particulier en matière de finance rurale. En 1991, j'ai mis en place un réseau de micro finance pour aider les populations démunies. J'ai également suivi des formations en planification, en élaboration de projets et dans beaucoup d'autres domaines liés au développement.

Vous avez toujours été engagée socialement ?

Dès mon entrée dans la vie active, j'ai voulu m'investir pour aider les populations. Je suis d'une famille d'agriculteurs, j'ai vu les difficultés que cela représente. J'ai donc décidé de m'occuper des populations rurales. En fait, cela allait de soi.

Quels sont les défis auxquels vous avez été confrontée dans votre parcours ?

Le premier défi a été de toujours devoir faire ses preuves. Une femme doit souvent faire plus d'efforts pour montrer qu'elle est capable d'arriver à quelque chose. Ce qui aurait pu sembler évident pour un leader homme, ne l'a pas forcément été pour moi. J'ai dû faire beaucoup d'efforts pour avoir le soutien des autres, pour me faire comprendre ou pour me faire accepter.

Ensuite, il y a les difficultés avec l'administration. N'étant pas ingénieure agronome, les gens ne comprenaient pas toutes les initiatives que je prenais. Il est même arrivé que l'on me dise 'tu n'es pas agronome, d'où viens-tu ?' ce à quoi je répondais : 'j'ai la vision et l'ingénieur va mettre en pratique car il a l'expertise' !

Ambassadrice de bonne volonté de la FAO

En tant qu'Ambassadrice de bonne volonté de la FAO pour les coopératives, Elisabeth Atangana a pour objectif d'encourager la croissance et la création de coopératives dans le monde entier et particulièrement en Afrique. Cet objectif général est décliné comme suit :

- * soutenir les coopératives agricoles à travers les nombreuses activités qui sont organisées pendant l'Année internationale des coopératives (2012) ;
- * motiver les acteurs concernés à prendre avantage de cette Année internationale pour promouvoir les coopératives et faire la sensibilisation sur leur contribution au développement social et économique ;
- * soutenir la FAO pour sensibiliser les gouvernements et le public sur les contributions des entreprises coopératives à la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'intégration sociale ;
- * encourager les actions visant à renforcer le modèle coopératif comme un des moyens alternatifs de faire des affaires et favoriser le développement socio-économique.

Elisabeth Atangana partage le rôle d'Ambassadeur de bonne volonté pour les coopératives avec le Brésilien Roberto Rodrigues, Président du Conseil Supérieur de l'agro-industrie de la Fédération des industries de São Paulo, ancien ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du Brésil et ancien président de l'Alliance coopérative internationale.



© FAO/Alessia Pierdomenico



© FAO/Alessandra Benedetti

Le Directeur-Général de la FAO José Graziano da Silva et la nouvelle Ambassadrice de bonne volonté pour les coopératives Elisabeth Atangana lors de la réunion à la FAO sur les coopératives « Travailler ensemble pour l'Année internationale des coopératives 2012 ».

Avez-vous rencontré des résistances dans votre famille ?

Au départ c'était compliqué avec ma belle-famille qui avait du mal à accepter que je sois souvent partie. C'est seulement quand j'ai réalisé un premier ouvrage d'eau potable, inauguré par les autorités, que tout le monde a compris et accepté ce que je faisais, notamment mes déplacements. Avant cela, c'était difficile de faire comprendre pourquoi j'allais me former, en Europe notamment, et participer à des rencontres internationales. Cette inauguration a permis à ma famille de comprendre ma situation et aussi les efforts faits par mon mari pour me soutenir. C'est difficile pour un homme dans la société africaine: il était qualifié de faible. Ce n'est que plus tard qu'on a

commencé à dire 'il avait raison!' Ce n'était pas évident pour lui non plus. Je lui dois beaucoup. L'attitude de l'homme en Afrique est essentielle pour la réussite de la femme.

Comment voyez-vous l'avenir des femmes au Cameroun et en Afrique de manière générale ?

Je pense qu'il y a une grande évolution mais qu'elle doit encore être amplifiée. Mais il faut vraiment la volonté de la part des gouvernements et des institutions internationales d'œuvrer pour l'autonomisation des femmes, de soutenir le leadership féminin. Les femmes à la base pourront alors être touchées, par effet de cascade, sur le terrain. Les potentialités en milieu rural pourront alors émerger.

Autre nécessité: la formation, il faut un sou-

tien à la formation décentralisée. Nous avons un centre qui forme à la fois les jeunes garçons et les jeunes filles. Mais il arrive que les filles soient bloquées, parce qu'elles ont un bébé ou qu'elles doivent travailler à la maison. Il faut trouver des solutions pour les atteindre dans les villages. Attention, il faut absolument inclure les hommes. Si vous formez seulement les femmes, elles développent des capacités de réflexion et d'initiative, ce qui ne sera pas forcément bien vu par les hommes, qui peuvent parfois se sentir complexés.

Concernant l'accès à la terre, les femmes n'investissent pas durablement car elles ne sont pas propriétaires, elles n'ont pas d'accès sécurisé à la terre. Là aussi, il faut trouver des solutions spécifiques.

Enfin, il y a aussi tout ce qui concerne le réseautage entre les femmes cadres et les femmes rurales. Il faut qu'il y ait un lien pour qu'elles puissent exprimer ensemble leurs besoins politiques de manière commune. Je pense qu'il y a un avenir s'il y a une volonté réelle d'accompagner les femmes africaines. Le renforcement de l'autonomie économique des femmes est fondamental, il faut développer leurs capacités d'entreprise, promouvoir les coopératives et faire en sorte que les femmes fassent prévaloir leurs potentialités.

Pour conclure, avez-vous un conseil pour nos lectrices et nos lecteurs ?

Il faut de l'humilité pour pouvoir apprendre, les femmes doivent pouvoir s'accepter les unes les autres. Il faut collaborer pour dépasser les obstacles auxquels on est confrontées. Je reviens aussi sur le réseautage. Les femmes doivent vraiment apprendre à travailler ensemble, à s'accepter et reconnaître la place des autres pour que chacun joue un rôle. Les groupes doivent cesser de travailler dans leur coin et trouver des solutions ensemble pour atteindre des objectifs communs.

- * Pour contacter Elisabeth Atangana: cnopcameroun@yahoo.fr panafricanfarmers@yahoo.com

Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC)

La PROPAC a été créée en 2005 au Cameroun. Ses membres lui ont donné les axes stratégiques suivants:

- * Appui à la structuration des organisations paysannes, à la planification stratégique et à la communication aux niveaux local, national et régional.
- * Renforcement des capacités institutionnelles et stratégiques des organisations paysannes et des producteurs agricoles dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et programmes en direction du monde rural.
- * Promotion du leadership féminin, de l'emploi des jeunes et de l'autopromotion des minorités.
- * Renforcement des capacités économiques des producteurs agricoles dans le respect de la gestion durable des ressources naturelles, de l'environnement et de la biodiversité.
- * Représentation, négociation, plaidoyer et lobbying.

Organisation Panafricaine des Agriculteurs (PAFO)

Créée en 2010, la PAFO réunit les cinq réseaux régionaux d'Afrique: le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest, l'Eastern African Farmers Federation en Afrique de l'Est, la Southern African Confederation of Agricultural Unions en Afrique du Sud, l'Union Magrébine des Agriculteurs pour l'Afrique du Nord et la Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale.

La plateforme mène un travail d'harmonisation des visions des organisations paysannes et de plaidoyer, notamment auprès de l'Union Africaine. Elle vise une meilleure prise en compte des préoccupations communes des organisations paysannes africaines.

Mozambique | Surmonter les problèmes de genre liés aux droits fonciers

L'accès à la terre est fondamental pour la sécurité alimentaire et le bien être de tous. Dans de nombreux pays où les femmes constituent la majorité des forces actives agricoles, la sécurité de leurs droits sur cette ressource clé qu'est la terre, est aussi une condition fondamentale de la sécurité alimentaire des ménages et du développement économique équitable. Malheureusement, dans nombre de ces pays, notamment le Mozambique, ces droits ne sont pas garantis dans la réalité.

Les questions de genre sont d'une grande complexité au Mozambique. Les femmes rurales sur lesquelles repose une grande partie de la production alimentaire sont aussi chargées de la gestion du ménage, mais elles n'ont aucun pouvoir réel de décision au sein de leur famille et aucun droit sur la terre. Qu'elles appartiennent à des communautés patrilineaires ou matrilineaires, l'accès à la terre provient essentiellement d'un lien quelconque avec les hommes – pères, maris, oncles... Dans le passé, au cours d'un cycle normal de reproduction du ménage, les femmes utilisaient des biens qui leur étaient attribués de par ces liens. Les femmes plus âgées, parfois veuves, étaient prises en charge par les enfants devenus adultes car ils héritaient de la terre qui leur avait été laissée par le père ou selon un système de lignage familial.

Toutefois, en raison du VIH et du SIDA, les hommes sont nombreux à mourir jeunes et leurs enfants sont eux-mêmes trop jeunes pour faire valoir leurs droits en matière d'héritage. La terre devient aussi plus rare, car l'investissement du secteur privé, la croissance démographique et le changement climatique réduisent la disponibilité réelle des terres. Dans ce contexte, de nombreuses familles prennent de nouvelles mesures pour conserver ou acquérir autant de terres qu'elles le peuvent, et les jeunes veuves sont dépossédées de leurs terres et leurs enfants déshérités. Les jeunes femmes sont expulsées avec leurs enfants, et très souvent elles ne peuvent pas retourner dans leur propre famille car là non plus il n'y a pas de terres qu'elles puissent cultiver. De ce fait, en tant que pauvres sans terre, elles se retrouvent dans des situations de vulnérabilité et souvent elles migrent vers les zones urbaines et semi-urbaines où elles se voient obligées pour survivre de se livrer à des activités à haut risque comme la prostitution ou d'autres tâches où elles sont exploitées, ce qui les expose encore davantage au VIH et au SIDA.

Egalité hommes-femmes et droit

Le Mozambique s'est doté de très bonnes lois sur l'égalité hommes-femmes. La constitution est très ferme au regard des droits des femmes, et le Mozambique a signé de nombreuses conventions qui promeuvent l'égalité hommes-femmes. La loi foncière garantit les droits des femmes sur la terre et veille à ce que le droit coutumier ne prévale pas sur les principes constitutionnels. En même temps, il reste

très difficile d'appliquer ces lois, en grande partie parce que leur existence est inconnue de la population.

Pour surmonter ces problèmes, il est primordial de faire connaître le droit écrit et ses principes d'égalité hommes-femmes dans tout le pays, jusque dans les parties les plus isolées. S'il est important de travailler auprès des femmes, cela l'est probablement encore plus auprès des hommes, qui restent toujours les leaders et les bastions de la conservation des coutumes. Il est essentiel de montrer les avantages que procure l'égalité hommes-femmes à la société dans son ensemble, mais en particulier aux hommes étant donné qu'ils doivent abandonner une partie de leur pouvoir pour que les femmes puissent devenir autonomes.

Projet « Genre et terre » de la FAO

La FAO a soutenu le Gouvernement mozambicain dans le cadre de son projet « Genre et terre ». En partenariat avec le Centre de formation juridique et judiciaire (CFJJ) du Ministère de la Justice, le projet met en œuvre une stratégie sur deux fronts, en appuyant une campagne de sensibilisation et des activités de renforcement des capacités qui ciblent les leaders des communautés, les hommes et les femmes au niveau local ainsi que les responsables gouvernementaux pour s'assurer que chacun est à même d'exercer ses droits et que l'Etat est prêt à traiter les questions de genre de manière proactive.

Grâce à des cours de formation para-juridique, de nouveaux concepts ont été transmis à différents niveaux de la société mozambicaine, qui remettent en question le système traditionnel qui est pour l'essentiel négatif à l'endroit des femmes. Ce travail est nécessairement lent et progressif, parce que promouvoir l'égalité hommes-femmes et les droits des femmes au Mozambique signifie changer la culture et cela prend du temps. Il est clair que tout projet doit respecter la culture et faire preuve de sensibilité et de compréhension.

Mais des résultats positifs sont signalés. On peut citer, à titre d'exemple, les réalisations



Des conseillères para-juristes en formation dans le programme CFJJ/FAO pour l'autonomisation juridique des femmes rurales.

d'un groupe de 11 conseillers para-juristes d'AMUDEIA, une ONG locale, qui a obtenu récemment que des titres fonciers soient attribués à des femmes vulnérables. Le groupe a organisé des sessions communautaires au niveau local afin de sensibiliser les populations rurales à l'égalité hommes-femmes et aux droits fonciers. A l'issue de ces réunions, des femmes vulnérables ont demandé à ce que leurs soient attribués des titres fonciers individuels. AMUDEIA s'est organisé pour soutenir ces femmes et a obtenu un petit prêt de la part d'une autre ONG locale, Forum Mulher.

« Il s'agit d'un moment de changement positif dans nos vies, à partir de maintenant notre terre et nos conditions de vie ne sont plus menacés, notre passé et notre futur sont protégés », a déclaré Teresa Mboa, l'une des conseillères para-juridiques. Elle a indiqué que le fait d'obtenir des titres fonciers, en tant que ruraux et grâce à leurs efforts personnels, rendait toutes les communautés impliquées très fières et pleines d'espérances.

* Pour en savoir plus, contacter:

Centre de formation juridique et judiciaire (CFJJ), Ministère de la Justice
Ribeiro Cuna, Chef, Département Pédagogique
Tél: +258-828.287660
cunaribeiro3@gmail.com

FAO Mozambique – Projet Genre et terre
Marianna Bicchieri, Conseillère technique
Tél: +258-823.065976
marianna.bicchieri@fao.org

Ouganda | Aller à la rencontre des jeunes par le biais du Réseau ICT4D jeunesse

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont des outils déterminants pour le développement de toutes les économies. Le Réseau ICT4D jeunesse (TIC pour le développement) de WOUNET est composé de toute une gamme de jeunes – garçons et filles des écoles secondaires, autres jeunes ayant accès à la messagerie électronique, jeunes leaders travaillant sur des projets de développement et jeunes hommes et femmes d'affaires passionnés par l'utilisation des TIC pour le développement.

WOUNET est axé sur les jeunes parce qu'ils sont les membres les plus actifs de la société – ils adoptent rapidement les nouvelles stratégies, acquièrent de nouvelles compétences à mesure qu'elles évoluent, consacrent une énergie inépuisable à la réalisation de tâches et de projets et constituent le groupe d'âge le plus approprié pour le renforcement des capacités dans le domaine de l'autonomisation économique.

Lorsque les jeunes sont bien guidés et qu'on leur donne la possibilité d'utiliser les TIC, ils sont capables de participer de manière efficace et proactive à la création d'entreprises et à d'autres activités de développement économique. Mais tout dépend de leur capacité de faire preuve d'esprit stratégique et novateur lorsqu'ils utilisent ces technologies pour résoudre leurs problèmes et répondre à leurs besoins quotidiens.

Politiques favorables

Depuis le début des années 90, les autorités de l'Ouganda ont voulu assurer à tous les citoyens un accès équitable aux services de communication de base, en particulier dans les zones rurales et dans les zones mal desservies. Les progrès ont depuis été remarquables sur le plan de la participation des jeunes à la société de l'information. Toutefois, nombreux sont ceux qui n'ont pas encore maîtrisé complètement les possibilités que les TIC leur offrent, par exemple pour combler le déficit d'information, promouvoir la production agricole, réaliser des transactions ou faire des opérations commerciales (par exemple des transferts monétaires par téléphone mobile), promouvoir la transparence et l'obligation redditionnelle dans la prestation des services sociaux, et rechercher des débouchés professionnels.

Pour WOUNET, le Réseau ICT4D jeunesse, établi en novembre 2011, est essentiel pour aider les jeunes à comprendre pleinement comment ces outils peuvent leur être utiles. Des jeunes ont été recrutés en tant qu'**agents ICT4D** au sein de leurs communautés. Ils sont chargés de faciliter l'utilisation des TIC de manière innovante pour collecter, vulgariser et diffuser l'information au sein de leurs communautés. Ils servent aussi d'intermédiaires pour renforcer le flux d'information dans les deux sens avec le Réseau.

En collaboration avec la Commission ougandaise des communications, plus de 2000 jeunes ont déjà été mobilisés dans les écoles secondaires par des actions de sensibilisation et de

formation sur les TIC et le genre. WOUNET souligne combien la sensibilisation au genre est importante pour les jeunes écoliers et écolières car ce sont eux qui seront les agents du changement en promouvant l'égalité des relations, des possibilités offertes et des droits et qui verront le développement comme une activité à laquelle les hommes et les femmes participent activement et sur un pied d'égalité.

Partenariats et collaborations

Des partenariats et des collaborations stratégiques pour la sensibilisation et la formation aux TIC ont aussi été créés avec des organisations de jeunes. Par exemple, WOUNET a collaboré avec Recreation for Development and Peace in Uganda, une organisation qui fait campagne pour la participation des jeunes aux processus de gouvernance et d'élaboration des politiques. Des visites aux groupes de jeunes ont été organisées dans le District d'Apac pour s'enquérir du niveau des connaissances et des compétences des jeunes en matière de TIC et déterminer la disponibilité d'outils TIC et de connectivité à Internet dans leurs communautés. Des activités de formation simple concernant les TIC ont été organisées et des adresses électroniques ont été créées pour les participants. Un accès gratuit à Internet et à des ordinateurs est aussi offert aux jeunes au Centre d'information Kubere de WOUNET à Apac.

Un **groupe de discussion pour les jeunes** a été établi afin de partager l'information sur l'agriculture, le développement rural, les TIC et les possibilités offertes aux jeunes. Une page **Facebook** sert de plateforme pour faciliter le processus de partage de l'information et stimuler le débat et l'interactivité entre les jeunes. Grâce à la création par WOUNET d'un Centre pour le Développement communautaire par le biais de Technologies à Kampala, le nombre d'adhérents au réseau a augmenté, car un grand nombre des jeunes qui viennent au Centre pour assister à des cours de formation aux TIC s'y inscrivent.

Enseignements tirés et défis: accès pour les jeunes ruraux

Le but est de disposer d'une plateforme très interactive où les jeunes peuvent débattre, générer de la rétro-information (feedback) et poser des questions. Toutefois, l'interaction et



Membres du Réseau ICT4D jeunesse au Centre de formation TIC WOUNET

la rétro-information sont à ce jour restées limitées, en particulier sur le groupe de discussion. L'expérience montre que le fait d'apprendre ce que sont les TIC et les avantages qu'elles offrent suscite un grand enthousiasme. Cependant, bien que dans les zones urbaines les jeunes soient avantagés par rapport à leurs homologues en milieu rural, le **manque d'accès** aux outils informatiques, comme par exemple les ordinateurs et l'Internet, est un problème qui touche encore de nombreux jeunes. Le manque de compétences et la faible accessibilité aux services offerts par les centres TIC et les cafés internet en raison des coûts élevés, limitent la participation de nombreux jeunes au Réseau.

Il faut veiller à ce que la distribution et l'utilisation des outils TIC profitent aux jeunes, garçons et filles, tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Il faut organiser davantage d'activités de formation, traiter les problèmes d'accessibilité et de connectivité et faire en sorte que les services TIC soient d'un coût plus abordable. Tous ces points requièrent l'attention de toutes les parties prenantes, y compris du gouvernement!

* **Pour de plus amples informations:**
Women of Uganda Network (WOUNET)
Moses Owiny, Chargé de l'Information et du Réseau ICT4D
Plot 55, Kenneth Dale Road
PO Box 4411
Kampala, Ouganda
Tél: +256 41 4532035
www.wounet.org – mowiny@wounet.org

L'Alliance contre la faim et la malnutrition – Une plateforme mondiale pour l'unification et la force

La lutte contre la faim et la malnutrition ne relève pas de la seule responsabilité des gouvernements, mais requiert une action coordonnée. L'Alliance contre la faim et la malnutrition (ACFM) est un partenariat mondial volontaire dont les membres partagent la même volonté d'éradiquer rapidement la faim et la malnutrition dans le monde.

Lorsque les Nations Unies ont déclaré l'état de famine dans le sud de la Somalie en juillet 2011, l'action et la réflexion stratégique se sont imposées pour lutter contre l'extrême insécurité alimentaire dans la région. Des ressources ont été mobilisées aux niveaux local et mondial pour aider les pays touchés. Pour de nombreuses ONG locales et internationales cela signifiait collaborer avec des organisations qui poursuivent les mêmes objectifs, ce qui est précisément le mandat de l'ACFM. En effet, le travail de cette organisation repose sur le principe que les entités qui œuvrent vers un but commun, comme par exemple la lutte contre la faim et la malnutrition, doivent s'unir.

Qui est l'ACFM?

L'Alliance réunit une vaste gamme de partenaires – groupes gouvernementaux et non gouvernementaux, organisations internationales, organisations de la société civile et membres du secteur privé – engagés dans la lutte contre la faim. C'est cette diversité des partenariats qui donne à l'Alliance une crédibilité unique dans le monde d'aujourd'hui. Avec 60 Alliances nationales établies à l'initiative des pays, quatre Alliances régionales et une Alliance sous-régionale, l'ACFM facilite le dialogue au niveau national dans la lutte contre la faim et la malnutrition.

Au niveau mondial, l'Alliance agit par le biais d'un Secrétariat, hébergé au Siège de la FAO. Le Secrétariat facilite la création d'Alliances nationales et soutient leur croissance et leurs opérations en cours, en servant de centre de

communication et de coordination qui permet aux membres de trouver des solutions à leurs problèmes.

Outre la mise en place de voies de communication, le Secrétariat parraine et accueille des ateliers aux niveaux national, régional et international destinés aux Alliances nationales. Il encourage et soutient aussi la participation de ces Alliances aux réunions régionales et mondiales pertinentes comme moyen de renforcer leur visibilité et de se faire reconnaître. Il organise des ateliers de renforcement des capacités, accueille des consultations et assure le suivi et rend compte de la mise en œuvre des programmes et projets réalisés par les différentes Alliances nationales et régionales.

Le Secrétariat est aidé par un groupe consultatif qui est composé des quatre institutions fondatrices de l'Alliance – FAO, FIDA, PAM et Bioversity International – ainsi que de représentants de quelque douze organisations partenaires, y compris des organisations de la société civile et des ONG internationales, comme Oxfam et ActionAid. La présidence du groupe consultatif est assurée par roulement; le président actuel est M. Kwesi Atta-Krah de Bioversity International.

Piliers de l'action

L'Alliance concentre son action autour de quatre piliers :

- **le plaidoyer** : en conduisant la lutte contre la faim et la malnutrition par tous les moyens possibles ;
- **la responsabilisation** : en favorisant, par

le biais des Alliances nationales, la mise en œuvre des principes du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) au niveau des pays. Les Alliances nationales contribuent à la cartographie des actions au niveau des pays en faveur de la sécurité alimentaire et des flux de ressources, et à la mise en place de nouveaux mécanismes et initiatives ;

- **la coordination** : en fournissant un centre de coordination entre tous les membres de l'ACFM ;
- **la mobilisation des ressources** : en localisant et mobilisant des fonds en faveur de l'ACFM et des Alliances nationales.

Un exemple concret – secours d'urgence en Somalie

En juillet 2012, l'Alliance régionale contre la faim et la malnutrition en Afrique francophone (RAAHM-FA), a lancé une initiative de secours d'urgence qui a permis d'apporter 60 tonnes de céréales à la Somalie du sud, où environ 3 millions de personnes souffraient de la faim et de la malnutrition.

La Chambre d'agriculture, les organisations de femmes rurales et les organisations de la société civile du secteur rural en Somalie, avec le soutien de la FAO, de membres de l'Alliance régionale et de représentants du PAM, ont contribué à la collecte des céréales – principalement du maïs et des haricots – et à l'acheminement des produits alimentaires afin qu'ils parviennent aux femmes, aux enfants et aux hommes de la région.

Dans un entretien avec l'équipe des médias de la FAO, Mme Christine Andela de l'ACFM du Cameroun et coordonnatrice de la RAAHM-FA, a déclaré : « Ce projet montre bien la manière dont ces alliances fonctionnent, c'est-à-dire par la collaboration à de multiples niveaux et la mise en commun des compétences des différentes organisations. »

Participation et ouverture

L'ACFM est conscient que toutes les initiatives, qu'elles soient locales, nationales ou mondiales, qui combattent l'insécurité alimentaire ne sont pas toutes représentées de manière adéquate ou n'ont pas toujours la possibilité de participer aux débats sur la sécurité alimentaire. L'Alliance appelle donc à l'adhésion de toutes les organisations concernées.

✳ Pour en savoir plus et consulter la liste complète des Alliances nationales, prière de consulter le site www.theahm.org



© FAO/W. Gartung

La politique de la FAO en matière d'égalité hommes-femmes – De plus grandes opportunités pour les femmes et les filles, un levier pour combattre la faim

Pour éliminer la faim et la pauvreté extrême, il est fondamental de multiplier les opportunités sociales, éducatives et économiques offertes aux femmes et aux filles. La nouvelle politique d'égalité entre les sexes de la FAO met la parité hommes-femmes au cœur des travaux de l'Organisation pour renforcer l'agriculture et le développement durable.

« La politique de genre de la FAO souligne l'engagement de l'Organisation envers les questions liées aux femmes et à la parité hommes-femmes, pour l'éradication de la faim et de la pauvreté », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, lors du lancement à l'occasion de la Journée mondiale de la femme.

La FAO soutient que l'autonomisation des femmes dans l'agriculture pourrait accroître de manière significative leurs propres rendements agricoles, relever la production agricole nationale et réduire le nombre de personnes souffrant de la faim.

Les objectifs d'égalité hommes-femmes

En collaboration avec les pays, les organisations des Nations Unies, les partenaires bilatéraux de la société

civile et du secteur privé et les universités, la FAO s'est fixé les objectifs suivants à atteindre d'ici 2025:

1. Les femmes et les hommes participent sur un pied d'égalité aux décisions prises au sein des institutions rurales et à l'élaboration des lois, des politiques et des programmes.
2. Les femmes et les hommes ont le même contrôle et accès au travail décent, à des revenus, à la terre et aux autres ressources productives.
3. Les femmes et les hommes ont un accès égal aux biens et aux services pour le développement agricole, ainsi qu'aux marchés.
4. La charge de travail des femmes est réduite de 20% grâce à de meilleurs services, technologies et infrastructures.
5. Le pourcentage de l'aide agricole au profit des projets liés aux femmes et à l'égalité hommes-femmes passe à 30% du total de l'aide agricole.

Tandis que la réalisation des objectifs d'égalité hommes-femmes relève avant tout des pays eux-mêmes, la FAO se chargera de la planification, de la mise en œuvre et du suivi de ses programmes et politiques, en veillant à

ce qu'ils contribuent à l'atteinte de ces buts.

La nouvelle politique de la FAO préconise des jalons pour améliorer la performance de l'Organisation en matière de lutte contre les inégalités entre hommes et femmes. Il s'agit notamment d'incorporer des données ventilées par sexe (lorsqu'elles sont disponibles et pertinentes) dans les principales bases de données statistiques de la FAO d'ici 2015, et affecter 30% du travail et du budget opérationnel de l'Organisation au niveau national et régional aux interventions ciblant expressément les femmes d'ici 2017.

Enfin, afin de gagner en efficacité en tant qu'organisation, la FAO est en train de parachever un plan de ressources humaines qui devrait contribuer à atteindre l'objectif de 50% de femmes parmi les membres du cadre organique recrutés à l'échelle internationale. Le but est d'être en adéquation avec les normes du système des Nations Unies.

* Pour de plus amples informations:
www.fao.org/gender

Nouvelles publications FAO

Toutes les publications sont disponibles sur le site www.fao.org/docrep

Les coopératives agricoles contribuent à la sécurité alimentaire et au développement rural

Cette publication a pour but de faire mieux connaître combien la contribution des coopératives est importante pour le développement socio-économique. Les coopératives offrent aux petits producteurs agricoles des possibilités de débouchés et leur fournissent tout un éventail de services leur permettant notamment de mieux accéder aux ressources naturelles, à l'information, à la communication, aux technologies, au crédit et à la formation.

FAO/FIDA/PAM, 2011

Decent rural employment for food security: A case for action

Des emplois ruraux décents pour la sécurité alimentaire: un plan d'action

Il est essentiel de promouvoir des emplois décents pour parvenir à la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté. Plus simplement, pour pouvoir accéder à l'alimentation, les pauvres s'appuient sur le revenu de leur travail, parce que très souvent c'est le seul bien qu'ils possèdent. Cependant, les réponses des politiques ne se sont que rarement attaquées aux problèmes de l'emploi et de la faim de manière coordonnée. Cette publication soutient que le fait d'améliorer la cohérence entre les initiatives en faveur de l'emploi et celles en faveur de l'agriculture et d'investir davantage dans la promotion d'emplois ruraux décents contribue de manière importante aux objectifs interdépendants de lutter contre la pauvreté rurale et de nourrir une population mondiale croissante de manière durable. Encore plus important, un travail décent est un droit fonda-

mental, inscrit dans le droit international en matière de droits humains, auquel chacun peut prétendre aux fins de son propre développement et de son inclusion socio-économique.

FAO, juin 2012

Gender and climate change research in agriculture and food security for rural development

Recherche sur le genre et le changement climatique dans l'agriculture et la sécurité alimentaire pour le développement rural

Les femmes comme les hommes jouent un rôle important dans la sauvegarde de la sécurité alimentaire, et il faut bien comprendre leurs rôles et responsabilités respectifs pour garantir qu'ils bénéficient sur un pied d'égalité des pratiques agricoles intelligentes face au climat. Peu de recherches ont cependant été effectuées pour comprendre comment les hommes et les femmes s'adaptent au changement climatique, atténuent les émissions et maintiennent la sécurité alimentaire.

Parmi les initiatives prises pour combler cette lacune, la FAO et le Programme de recherche du CGIAR sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire ont élaboré ce guide de formation, qui permet de bien comprendre les concepts liés au genre et à l'agriculture intelligente face au climat; décrit les méthodes participatives pour mener une recherche tenant compte de la parité hommes-femmes sur les impacts du changement climatique; et offre des indications sur les différentes manières de présenter les résultats de la recherche afin qu'ils puissent être analysés comme il convient. Grâce à ce guide, les informations essentielles sur le genre et

le changement climatique peuvent être collectées, ce qui permet aux chercheurs et aux acteurs du développement de formuler des politiques et des programmes tenant compte du genre appropriés pour le développement rural.

FAO & CGIAR/CCAFS, 2012

Des institutions rurales innovantes pour améliorer la sécurité alimentaire

Des organisations rurales fortes telles que les groupements de producteurs et les coopératives sont essentielles pour la lutte contre la faim et la pauvreté. Elles permettent aux petits agriculteurs de jouer un plus grand rôle pour satisfaire la demande croissante d'aliments sur les marchés locaux, nationaux et internationaux, tout en améliorant leurs propres opportunités économiques, sociales et politiques. Cet ouvrage présente 35 cas d'innovations institutionnelles à succès qui ont autonomisé les petits producteurs et contribué à la sécurité alimentaire dans différentes régions du monde. En soulignant les facteurs qui favorisent l'essor des organisations de petits producteurs, ces bonnes pratiques peuvent aider les spécialistes du développement et les autres acteurs à tirer des enseignements des initiatives couronnées de succès dans divers pays, à les soutenir et à les reproduire.

FAO & IFAD, 2012 (119 pp)

Passport to Mainstreaming Gender in Water Programmes. Key questions for interventions in the agricultural sector

Passeport pour intégrer le genre dans les programmes concernant l'eau. Questions clés sur les interventions dans le secteur agricole

Jusqu'il y a peu, nombre de projets de gestion de l'eau agricole étaient axés sur les questions d'ordre technique. Les professionnels de l'eau ont su développer et promouvoir avec succès différentes techniques concernant l'irrigation, la récolte de l'eau

de pluie, la maîtrise des flux, la gestion des bassins versants, etc. Ils ont ainsi réussi à améliorer la production agricole de manière significative. Lorsqu'il est apparu clairement que les projets étaient plus efficaces quand les utilisateurs potentiels sont consultés, nombreux sont ceux qui ont adopté une approche participative en essayant de faire contribuer les utilisateurs de l'eau à la planification et à la conception des projets. Cependant, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui dans de nombreux domaines, les planificateurs, les ingénieurs, les agents de vulgarisation et les décideurs ne considèrent toujours pas les femmes comme étant des agricultrices. Cette situation est aggravée par le fait que ces professionnels sont souvent des hommes et qu'ils ne reconnaissent pas le travail agricole accompli par les femmes. Ils connaissent mal les besoins et les priorités spécifiques des femmes, et les normes socioculturelles les empêchent parfois de les cibler avec efficacité. Le stéréotype le plus courant en matière de genre qui a guidé et défini de nombreuses politiques d'irrigation ainsi que la planification et la conception des systèmes d'irrigation est que les femmes sont avant tout des femmes au foyer et des mères, et que ce sont les hommes qui cultivent et qui irriguent. En conséquence, les politiques et les programmes négligent souvent de tenir compte du savoir, des tâches, des besoins et des exigences des femmes dans la gestion de l'eau pour l'agriculture.

FAO, GEWAMED, GWA, juillet 2012

☉ **Les femmes rurales et les objectifs du Millénaire pour le développement**

Cette fiche d'information présente les progrès réalisés par les femmes rurales par rapport aux indicateurs des objectifs du Millénaire pour le déve-

loppement (OMD), mettant en exergue certaines des avancées réalisées à cet égard, mais aussi des lacunes persistantes. Elle montre qu'au niveau mondial, et à quelques exceptions près seulement, les femmes rurales font moins bien que les hommes ruraux et les femmes et les hommes urbains au niveau de tous les indicateurs des OMD pour lesquels des données sont disponibles. Si la collecte de données dans ce cadre s'est améliorée au cours de ces dernières années – en partie en raison de l'intérêt croissant manifesté par les donateurs et les gouvernements – l'on demeure confronté à un manque général de données, non seulement sur le plan des données référencées par sexe, mais aussi au niveau géographique, d'une zone rurale et urbaine à l'autre. Cela a un impact sur notre capacité générale à contrôler avec assurance les progrès réalisés en faveur des OMD pour toutes les populations de ces dernières et précisément là où les progrès sont les plus nécessaires.

Equipe spéciale inter-institutions sur les femmes rurales, 2012 (Fiche d'information, 12 pp)

☉ **The Role of Information and Communication Technologies for Community-Based Adaptation to Climate Change**

Le rôle des technologies de l'information et de la communication pour l'adaptation au changement climatique au niveau de la communauté

Cette publication donne un aperçu général de l'application des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour l'adaptation des conditions de vie au changement climatique au niveau de la communauté. Il est essentiel d'identifier les systèmes d'information et de communication dont les agriculteurs, et en particulier les petits exploi-

tants pauvres, ont besoin pour accéder aux progrès scientifiques et technologiques qui peuvent leur être utiles pour prendre des décisions. La recherche doit donc être présentée et communiquée de manière à ce que les décideurs soient en mesure d'appuyer l'adaptation des systèmes alimentaires au changement climatique. La première section explique le rôle joué par les TIC dans l'adaptation au changement climatique ou à l'atténuation de ses effets et examine leur utilisation potentielle aux niveaux régional et local. La seconde section décrit les différentes étapes de l'utilisation des TIC au niveau communautaire pour communiquer l'information relative au changement climatique. Elle décrit en particulier les sept actions où les TIC peuvent être utiles. Mais pour être efficaces, ces étapes doivent être conçues dans le contexte d'une communication intégrée pour les processus de développement afin d'apporter un changement social positif. La publication conclut qu'il s'agit là d'un domaine d'avant-garde où le potentiel de développement est immense.

FAO-CSDI, 2011 (Document technique)
www.csdinitiative.org

☉ **Le rôle des organisations de productrices dans les chaînes de valeur des produits agricoles. Enseignements pratiques tirés d'expériences en Afrique et en Inde**

Cette étude examine la façon dont les différentes organisations de productrices appuient les petites paysannes pauvres et les travailleuses afin d'optimiser la commercialisation de leurs produits, d'améliorer leur situation au sein des filières agricoles et d'accroître leur influence sur les politiques d'orientation. Elle présente, dans le deuxième chapitre, l'approche et les accomplissements de l'Association des femmes exerçant une activité indépendante (SEWA) et décrit comment celle-ci est parvenue à faciliter l'accès des femmes aux marchés et à promouvoir leur place en tant que chefs d'entreprise. Le rapport donne ensuite une vue d'ensemble des expériences et des accomplissements d'un ensemble représentatif d'organisations féminines des filières agricoles de Afrique de l'Ouest et du Centre. Sur la base de l'analyse de ces initiatives et des stratégies de ces organisations ainsi que des défis à relever, le troisième chapitre examine comment la SEWA et ses pratiques éprouvées peuvent être intégrées aux organisations africaines, notamment dans la mise en place d'un environnement institutionnel propice et de mécanismes d'autonomisation des personnes et du dispositif financier. En conclusion, le rapport propose des enseignements d'ordre général à prendre en considération dans l'élaboration et la mise en place de programmes visant à intégrer les petites productrices dans le développement des chaînes de valeur. Il n'a pas été question, dans cette étude, d'encourager l'exclusion des hommes mais plutôt de plaider en faveur d'interventions qui conduiront à donner aux femmes et aux hommes les mêmes opportunités et de soutenir au final la performance de l'ensemble des filières agricoles au profit des ménages ruraux et de l'économie locale et nationale.

FAO, 2011 (58 pp)



Le projet FAO-ILC facilite l'accès aux ressources relatives à la gouvernance foncière

L'information sur la gouvernance foncière est essentielle pour donner aux pays en développement et aux pays émergents les moyens de mettre en place des régimes fonciers efficaces et en dernier ressort garantir un accès sûr et équitable à la terre et la maîtrise de cette dernière. Dans cet objectif, la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) a maintenant intégré l'information sur la terre contenue dans les bases de données de la FAO dans son Land Portal, le point de référence mondial pour l'information liée à la terre sur Internet.

FAOLEX, la base de données de la FAO sur les traités, les lois et les réglementations qui régissent l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles renouvelables dans le monde entier, et les Archives de documents de la FAO, une bibliothèque riche en ligne qui comprend les matériels d'information et les publications de la FAO, ont été intégrés au Land Portal par pays et aux pages de sujets.

De nombreuses autres bases de données contenant de l'information sur la terre vont être intégrées au Land Portal, y compris les bases de données de la Banque mondiale sur les publications en rapport avec la terre, la base de données de l'Index « institutions sociales et égalité hommes-femmes » de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les bases de données de

l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Le **Land Portal** est une passerelle mondiale pour l'information liée à la terre. Ce portail agrège l'information provenant de sources multiples et constitue une communauté d'experts appartenant à des organisations de la société civile, à des institutions gouvernementales et intergouvernementales et au milieu universitaire. Il est le résultat d'un partenariat entre la Coalition internationale pour l'accès à la terre, FAO, ActionAid, Hunger Institute, IALTA, AGTER, FIDA, IFPRI, et 40 autres organisations qui se sont engagées à partager l'information sur la terre et à collaborer. Ce partenariat est ouvert aux autres organisations concernées qui entendent s'engager activement dans le développement du Land Portal.

<http://landportal.info/>

La **Coalition internationale pour l'accès à la terre** est une alliance mondiale d'organisations de la société civile et d'organisations intergouvernementales qui coopèrent pour promouvoir un accès sûr et équitable à la terre et assurer sa maîtrise en faveur des femmes et des hommes pauvres grâce au plaidoyer, au dialogue, au partage du savoir et au renforcement des capacités.

www.landcoalition.org

Ressources

Note : la plupart des publications mentionnées ici sont disponibles gratuitement en ligne (sauf spécification contraire). La plupart des liens Internet sont trop longs pour être reproduits dans leur intégralité. En cas de difficultés d'accès aux publications sur le site Internet indiqué, il suffit souvent de faire une recherche sur Google.

⊙ Rapport sur le développement humain en Afrique 2012: Vers une sécurité alimentaire durable

Ce rapport s'interroge sur les motifs pour lesquels la faim déshumanisante est omniprésente dans la région malgré des ressources agricoles abondantes, un climat favorable aux cultures et des taux de croissance économique rapide. Il met aussi en avant que la sécurité alimentaire – la capacité des populations de satisfaire systématiquement leurs besoins nutritionnels et calorifiques afin de mener une vie saine et active – est essentielle pour le développement humain. Il soutient que, pour stimuler la sécurité alimentaire il faut agir dans quatre domaines étroitement liés: productivité agricole, nutrition, accès à la nourriture et autonomisation des populations rurales pauvres. Il affirme que l'augmentation de la productivité agricole de manière durable peut doper la production vivrière et ouvrir des débouchés économiques, et donc améliorer la disponibilité des denrées alimentaires et augmenter le pouvoir d'achat. Des politiques nutritionnelles efficaces peuvent créer les conditions nécessaires pour l'usage et l'absorption appropriés de calories et de nutriments. Enfin, l'autonomisation des populations rurales pauvres – en particulier les femmes – et la maîtrise du pouvoir de l'information, de l'innovation et des marchés peuvent promouvoir la répartition équitable des denrées alimentaires et des ressources au sein des familles et dans les communautés.

PNUD, mai 2012
www.undp.org

⊙ Community Radio, Gender & ICTs in West Africa: How Women Are Engaging with Community Radio through Mobile Phone Technologies

Radio communautaire, genre et TIC en Afrique de l'Ouest: comment les femmes dialoguent avec la radio communautaire grâce aux technologies de la téléphonie mobile

Ce rapport présente les résultats d'une étude comparative réalisée dans trois pays de l'Afrique de l'Ouest (Sierra Leone, Libéria et Guinée) pour analyser les relations entre la radio, le genre et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Il examine si les récentes améliorations de la couverture radiophonique et la technologie des SMS augmentent l'accès des femmes à l'information et leur assurent une plateforme qui réponde à leurs besoins, et si la mise en place d'un programme de mobilisation par SMS, comme par exemple FrontlineSMS, peut accroître leur participation aux programmes des radios communautaires locales. Les conclusions montrent que si les technologies peuvent jouer un rôle car elles donnent les moyens de participer, la non participation est liée surtout au fait que la radio reste dominée par les hommes et qu'elle confine trop souvent la programmation destinée aux femmes à une interprétation étroite des questions de genre, notamment le mariage, les soins aux enfants et les tâches domestiques.

Search for Common Ground, juillet 2011
www.radiopeaceafrica.org

⊙ Environmental and Gender Impacts of Land Tenure Regularization in Africa

Impacts sur l'environnement et le genre de la régularisation foncière en Afrique

Bien que les événements récents aient considérablement renforcé l'intérêt porté aux régimes fonciers en Afrique, peu de modèles pour traiter ces questions à l'échelle requise ont été identifiés ou évalués. Le programme de régularisation foncière à l'échelle du pays est à cet égard fort intéressant. Un plan de discontinuité avec des effets spatiaux fixes qui est utilisé pour évaluer le pilote de ce programme laisse entrevoir trois effets principaux, à savoir i) accès à la terre amélioré pour les femmes mariées légalement et meilleur inscription des droits d'héritage; ii) impacts d'investissement appréciables et élevés qui sont particulièrement prononcés pour les femmes; et iii) une réduction des activités du marché foncier plutôt que des ventes forcées. Les incidences pour la conception et la politique du programme sont examinées.

UNU-WIDER Working Paper 74, novembre 2011
www.wider.unu.edu

⊙ Land Governance in Africa: How historical context has shaped key contemporary issues relating to policy on land

Gouvernance foncière en Afrique: Comment le contexte historique a modelé les grandes questions contemporaines concernant la politique foncière

La série Framing the Debate a pour but de faire mieux comprendre les thèmes clés qui sont au cœur des débats actuels sur la gouvernance foncière. Les controverses et les litiges qui entourent la ruée vers la terre à laquelle on assiste aujourd'hui sont en partie le résultat de la divergence des points de vue parmi les groupes de parties prenantes. La série vise à réduire le plus possible ces équivoques et quid pro quos, et à créer les conditions nécessaires pour un débat constructif sur les idées et les points de vues. Cette première publication de la série donne une vue

d'ensemble des racines des problèmes de gouvernance auxquels l'Afrique est confrontée aujourd'hui, qui vont des questions posées par les régimes fonciers coutumiers aux dilemmes actuels de l'administration des terres et au phénomène des acquisitions à grande échelle par des acteurs étrangers. L'étude fait le tableau de l'évolution des régimes fonciers et de la gouvernance durant les politiques de libéralisme économique et d'ajustement structurel de la fin du vingtième siècle. Elle examine les obstacles que les groupes comme les femmes, les éleveurs nomades, les locataires et les migrants doivent surmonter pour accéder à la terre, et se demande si l'établissement de titres de propriété peut améliorer l'accès à la terre. Elle examine aussi les phénomènes contemporains comme par exemple la flambée des investissements étrangers et la "main mise sur les terres" pour la production de cultures vivrières et de biocarburants. L'auteur suggère qu'un cadre pour la gouvernance foncière minimise les conflits sociaux sur la terre, car il assure une plus grande transparence dans la gestion foncière ce qui bénéficie aux petits exploitants et autres utilisateurs coutumiers de la terre.

International Land Coalition,
Framing the Debate series, juin 2012
www.landcoalition.org

⊙ Gender Equity Index 2012: Know the Size of your Gender Gap

Indice d'équité de genre 2012: Quel est votre indice de disparité?

Les progrès réalisés par les femmes dans le monde entier sur la voie de l'équité dans l'éducation sont encore très loin d'être suffisants pour obtenir une juste part de l'économie ou du pouvoir politique. C'est ce que l'on peut conclure des derniers chiffres de l'Indice d'équité de genre 2012. Aucun des 154 pays étudiés n'a réduit le fossé entre les sexes à un niveau "acceptable". Cet indice mesure tous les ans l'écart entre les femmes et les hommes dans le



© EAO/Seylon Diallo

domaine de l'éducation, de l'économie et de l'autonomisation politique. L'indice est une moyenne des inégalités dans ces trois dimensions. Pour l'alphabétisation, il examine l'écart entre les garçons et les filles dans la scolarisation à tous les niveaux; la participation économique calcule les écarts au niveau du revenu et de l'emploi; l'autonomisation mesure les disparités dans les emplois hautement qualifiés, les fonctions parlementaires ou les postes de cadres supérieurs.

Social Watch, 2012
www.socialwatch.org

Small Farmers, Big Change

Petits agriculteurs, grand changement

Il est de plus en plus souvent considéré comme important de soutenir les petites exploitations agricoles pour stimuler la sécurité alimentaire et les revenus des populations rurales pauvres et fournir de la nourriture aux populations urbaines. Mais pour que les interventions agricoles obtiennent des résultats sur une grande échelle, les ONG doivent abandonner l'approche par projet et permettre aux agriculteurs d'établir un dialogue avec les acteurs du marché. Small Farmers, Big Change prend en compte les enseignements de l'expérience de l'initiative d'Oxfam de développement agricole à l'échelon mondial ainsi que de la programmation fondée sur des marchés agricoles plus larges. Cet ouvrage comporte des exemples très concrets qui permettent d'obtenir des changements de plus grande ampleur dans la petite agriculture, notamment en exerçant une influence sur les décisions en matière de politiques et d'investissements, en établissant des liens entre les petits exploitants et les marchés et chaînes de valeur, et en fournissant des services innovants



CD-ROM Dimitra 2012

Après les éditions 2004 et 2008, Dimitra présente un nouveau CD-ROM qui contient toutes les informations du site Internet, y compris la base de données en ligne de Dimitra, actualisée au 31 décembre 2011.

La base de données en ligne de Dimitra (<http://www.fao.org/dimitra/base-de-donnees-dimitra/fr>) contient des profils détaillés d'organisations basées en Afrique, avec des descriptions de leurs projets et initiatives de développement impliquant activement les populations rurales, les femmes rurales plus particulièrement, avec une approche en genre ou spécifique femmes. L'objectif de cette base de données est d'améliorer l'accès et la visibilité **des bonnes pratiques et des expériences de terrain** pouvant inspirer d'autres organisations travaillant dans le même domaine, et de renforcer les possibilités d'échanges et de coopération.

Quant au CD-ROM, son but est de faciliter la large diffusion des informations collectées par Dimitra auprès de tous ceux et celles qui n'ont pas un accès facile à l'Internet.

aux petits agriculteurs. Les études de cas décrivent les mesures qui ont été prises pour faciliter les nouveaux types d'organisation d'agriculteurs et d'alliances et qui mettent l'accent sur la promotion des conditions de vie et le développement du leadership économique des femmes rurales. Les études portent sur des expériences menées en Afrique, en Amérique latine et en Asie et donnent des informations sur les difficultés rencontrées et sur ce qui reste à faire.

Practical Action Publishing, 2011
<http://practicalaction.org/small-farmers-big-change>

Social Accountability and Social Change: A Toolkit for Small-scale Farmers

Responsabilité sociale et changement social: une trousse à outils destinée aux petits agriculteurs

Cette trousse à outils offre un programme structuré d'activités et des feuilles de travail à l'usage des facilitateurs qui agissent dans ou avec des associations de petits agriculteurs en Afrique centrale, occidentale et australe. Son objectif est de permettre aux organisations d'acquérir diverses compétences, comme par exemple le contrôle du budget et l'utilisation de fiches de notation communautaire, afin d'améliorer leur situation, de croître et en dernier ressort de contribuer plus efficacement à assurer la sécurité alimentaire pour elles-mêmes, leurs communautés et enfin la région toute entière. La boîte à outils a été entérinée par les neuf organisations nationales partenaires qui font partie du Projet dépenses publiques et petits exploitants agricoles du Programme de gouvernance économique de l'IDASA.

IDASA, Institute for Democracy in Africa,
janvier 2011
www.idasa.org



Le CD-ROM a été distribué avec le numéro 21 du Bulletin Dimitra (février 2012). Si vous ne l'avez pas reçu ou si vous souhaitez commander une copie supplémentaire, merci de nous contacter (voir nos coordonnées à la page 2 de ce bulletin).

De même, n'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez que votre organisation figure dans la base de données ou si vous désirez mettre à jour les informations existantes. Un questionnaire à compléter vous sera alors envoyé. Rappelons que la **seule condition** à remplir pour être inclus dans la base de données est que l'organisation mène des activités/projets avec/pour des femmes rurales et/ou en utilisant une approche genre.

What Works for Women. Proven approaches for empowering women smallholders and achieving food security

Ce qui fonctionne pour les femmes. Approches éprouvées pour autonomiser les petites exploitantes agricoles et assurer la sécurité alimentaire

La question "quels changements apporter pour autonomiser les petites exploitantes agricoles et assurer la sécurité?" a été posée à maintes reprises. Mais les changements transformationnels dans les politiques publiques et dans les pratiques ont été rares, même si renforcer l'accès aux ressources et les possibilités offertes aux agricultrices pourrait réduire de manière notable le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde. Dans ce contexte, neuf organisations internationales de développement (ActionAid, Care, Christian Aid, Concern Worldwide, Find Your Feet, Oxfam, Practical Action, Save the Children, et Self Help Africa) ont publié une note présentant des enseignements tirés de l'expérience acquise dans la promotion de l'égalité entre les sexes et en travaillant auprès des petites agricultrices et des femmes rurales pendant de nombreuses décennies. Dans sa conclusion, le document formule à l'intention des décideurs des mesures destinées à combler le fossé entre les femmes et les hommes dans l'agriculture.

Mars 2012
www.savethechildren.org.uk